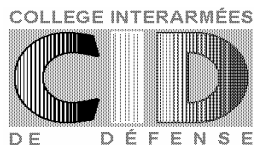


REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DE LA DEFENSE



***LA CHINE AU XXI<sup>e</sup> SIECLE***

-

***future superpuissance***

***avec une stratégie hégémonique à l'échelle régionale ou globale ?***

**Mémoire de géopolitique  
du Lieutenant-Colonel (ALL) Rainer BEECK  
dans le cadre du séminaire  
« la Chine »**

**Directeur : Docteur Valérie NIQUET**

Directrice de l'Observatoire des Stratégies Chinoises et Asiatiques

**22 Mars 2006**

## FICHE DOCUMENTAIRE

1. La Chine au XXI<sup>e</sup> siècle – future superpuissance avec une stratégie hégémonique à l'échelle régionale ou globale ?
2. 2006\_memoire\_geop\_chine au 21<sup>ème</sup> siècle\_Beeck
3. Lieutenant-Colonel, BEM, armée de terre, BEECK, Rainer, Allemagne
4. 22 mars 2006
5. Division B – groupe B3
6. Mémoire de géopolitique
7. Un quart de siècle à peine après l'ouverture sur le reste du monde réalisée sous Deng Xiaoping, le chef de l'Etat et leader du parti communiste de l'époque, l'idée est largement répandue que, dans un avenir prévisible, la Chine s'imposera comme nouvelle superpuissance sur l'échiquier international. Après un siècle de déclin et des décennies d'isolement politique et économique quasi total, la Chine revient sur le devant de la scène internationale et bon nombre d'observateurs s'accordent à dire qu'elle s'apprête à devenir un « global player » de tout premier plan. L'étendue territoriale et l'évolution démographique du pays ainsi que – fruit d'une longue histoire – ses richesses culturelles, ses visées politiques et son potentiel économique se reflètent dans la perception générale par l'image stéréotypée d'une superpuissance potentielle. Après l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce en 2001 et le changement opéré à la direction du Parti communiste lors de son 16<sup>ème</sup> congrès en 2002 des questions fort bien connues se posent aujourd'hui avec une actualité nouvelle : comment la Chine se développera-t-elle sur les plans intérieur et extérieur et quel rôle le pays jouera-t-il à l'avenir dans la politique internationale ? Existe-t-il derrière la réalité politique un calcul stratégique à même de canaliser cette évolution et de déterminer le cours de la politique chinoise ? Le présent mémoire se propose d'étudier cette question en dégagant, dans un premier temps, l'approche théorique sous-tendant la pensée stratégique de la Chine. Ensuite, la réalité politique sera confrontée à cette approche et, pour conclure, il s'agit de mettre en évidence les déterminants conditionnant l'atteinte de l'objectif stratégique.
8. Chine ; stratégie globale ; art de la guerre ; politique de sécurité ; facteur géopolitique ; évolution sur le plan intérieur ; situation économique ; politique extérieure ; évolution de la société ; visées hégémoniques

**LA CHINE AU XXI<sup>e</sup> SIECLE**

-

*future superpuissance*

*avec une stratégie hégémonique à l'échelle régionale ou globale ?*

**SOMMAIRE**

**PREMIÈRE PARTIE : PENSER LA STRATEGIE DE LA CHINE**

Déduction historique

la stratégie actuelle

« Comprehensive National Power »

**DEUXIÈME PARTIE : EXECUTION DE LA STRATEGIE CHINOISE DANS LA  
POLITIQUE ACTUELLE**

Les défis de la politique intérieure

Les défis de la politique extérieure

**TROISIÈME PARTIE : LA CHINE COMME FUTURE SUPERPUISSANCE**

A court terme

A mi-terme

*„Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera.“*

Napoléon Bonaparte<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> KEMPF, GUSTAV, *Chinas Außenpolitik. Wege einer widerwilligen Weltmacht*, Munich, Oldenbourg Wissenschaftsverlag 2002, p. VII.

## INTRODUCTION

La Chine est sur toutes les lèvres. Qu'il s'agisse de l'épidémie de SARS<sup>2</sup>, de la catastrophe minière récemment survenue dans la province chinoise, du rachat d'une usine de plutonium allemande ou d'une parade de voitures de luxe Ferrari à Pékin : pas un jour ne s'écoule sans que l'« empire du Milieu » fasse la une des journaux. Un quart de siècle à peine après l'ouverture sur le reste du monde réalisée sous Deng Xiaoping, le chef de l'Etat et leader du parti communiste de l'époque, l'idée est largement répandue que, dans un avenir prévisible, la Chine s'imposera comme nouvelle superpuissance sur l'échiquier international. Après un siècle de déclin et des décennies d'isolement politique et économique quasi total, la Chine revient sur le devant de la scène internationale et bon nombre d'observateurs s'accordent à dire qu'elle s'apprête à devenir un « global player » de tout premier plan. L'étendue territoriale et l'évolution démographique du pays ainsi que – fruit d'une longue histoire – ses richesses culturelles, ses visées politiques et son potentiel économique se reflètent dans la perception générale par l'image stéréotypée d'une superpuissance potentielle. Après l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce en 2001 et le changement opéré à la direction du Parti communiste lors de son 16<sup>e</sup> congrès en 2002 des questions fort bien connues se posent aujourd'hui avec une actualité nouvelle : comment la Chine se développera-t-elle sur les plans intérieur et extérieur et quel rôle le pays jouera-t-il à l'avenir dans la politique internationale ? Existe-t-il derrière la réalité politique un calcul stratégique à même de canaliser cette évolution et de déterminer le cours de la politique chinoise ?

Le présent mémoire se propose d'étudier cette question en dégageant, dans un premier temps, l'approche théorique sous-tendant la pensée stratégique de la Chine. Ensuite, la réalité politique sera confrontée à cette approche et, pour conclure, il s'agit de mettre en évidence les déterminants conditionnant l'atteinte de l'objectif stratégique.

Cette analyse est soumise à une restriction fondamentale qu'il convient de souligner d'entrée de jeu. D'origine ouest-européenne, l'auteur ne maîtrise pas la langue chinoise et n'est familiarisé ni avec la culture ni avec la mentalité chinoises. Pour cette raison, des sources chinoises ont été en grande partie inaccessibles. D'autre part, il ne peut adopter le « regard chinois » qui vraisemblablement ferait apparaître les faits et réalités sous un jour différent.

---

<sup>2</sup> SARS – Severe Acute Respiratory Syndrome. Voir DÖRING, OLE, *Anspruch und Wirklichkeit: Im Umgang mit SARS zeigen sich Chinas politische Schwachstellen*, dans: China aktuell 04/2003.

## PREMIÈRE PARTIE : PENSER LA STRATEGIE DE LA CHINE

### 1.1 Déduction historique

L'histoire chinoise est riche en écoles philosophiques<sup>3</sup> dont la pensée stratégique eut une influence déterminante sur l'art de gouverner de la Chine traditionnelle. La période classique de la philosophie chinoise s'étend de Confucius (6<sup>e</sup> siècle av. J.-C.) à la fin de la dynastie Qin (221 av. J.-C.). Les philosophes et leurs écoles étaient si nombreux que la tradition chinoise parlait des « Cent Ecoles ». Parmi les plus connues figurent :

- Yin-Yang (dont les disciples étudiaient la nature du cosmos en mettant sa transformation en corrélation avec les deux principes fondamentaux Yin et Yang, à la fois complémentaires et alternants) ;
- ru/confucéens (qui mettaient l'accent sur l'enseignement et les rituels) ;
- légalistes (qui relevaient l'importance des lois par rapport à la tradition et aux mœurs) ;
- taoïstes (qui s'efforçaient de comprendre les principes suprêmes et proposaient un modèle de société alternatif).

L'époque la plus importante pour la définition des objectifs essentiels de l'actuelle stratégie de sécurité chinoise fut celle des Royaumes combattants qui a abouti à l'unification de la Chine en 221 avant J.-C. La période dite des Royaumes combattants (de 403 à 221 avant J.-C.) constitue la troisième et dernière époque de la dynastie Zhou (de 1066 à 221 avant J.-C.). Alors que les rois Zhou ne régnaient plus que nominalement, les princes se battaient pour le pouvoir au point que, des nombreux royaumes des époques de printemps et d'automne, il n'en restait plus que sept Etats majeurs. A la fin, Qin triompha sur ses rivaux unifiant la Chine sous la dynastie du même nom (de 221 à 207 avant J.-C.).<sup>4</sup> Pendant cette période aux conflits inter-étatiques multiples chaque souverain avait des velléités hégémoniques sur ses voisins. A cette fin fut utilisé tout l'éventail des mesures politiques, diplomatiques et militaires qui aujourd'hui encore constitue l'arsenal des moyens dont dispose la communauté internationale en matière de politique étrangère et de sécurité tels que « petites guerres », guerres entre Etats, coalitions, négociations, traités, etc.<sup>5</sup>

L'un des stratèges les plus célèbres de cette époque fut le général Sun Zi. Dans son livre « L'art de la guerre »<sup>6</sup> il esquisse les aspects politiques, psychologiques et matériels inhérents aux

---

<sup>3</sup> Un aperçu de la philosophie chinoise classique est donné dans : EHRENWERTH, DIANA, *100 Schulen – klassische chinesische Philosophie neu erlebt*, <http://www.100jia.net/index.htm>.

<sup>4</sup> Voir à ce propos AD ASTRA – Kultur und Konversation, Streitende Reiche, <http://www.adastra.at/progkulturalt/streitendereiche.htm>.

<sup>5</sup> PILLSBURY, MICHAEL, *China debates the Future Security Environment*, National Defense University Press, s.l., janvier 2000, p. 1.

<sup>6</sup> Traduction allemande intégrale chez : INTERNATIONAL DYNAMIC VINGTSHUN ASSOCIATION, *Sun-Tzu: Die Kunst des Krieges*, [http://www.stud.uni-hannover.de/user/72614/sun\\_tzu.htm](http://www.stud.uni-hannover.de/user/72614/sun_tzu.htm).

conflits armés. Jusqu'au passé le plus récent, ses thèses influaient sur l'art militaire asiatique. L'une de ses affirmations clés est l'accent mis sur l'avantage stratégique, c'est-à-dire le positionnement des forces amies et ennemies dans un contexte constitué de facteurs tels que le moral, le timing, la logistique, la psychologie et les moyens d'action.<sup>7</sup> Sun Zi était considérablement influencé par les écoles philosophiques dominantes de son temps. Outre le fait d'avoir été marqué par le pacifisme de Confucius<sup>8</sup>, il était également un tenant du légalisme – doctrine pour qui le pouvoir du souverain et la puissance de l'Etat passaient au premier plan fût-ce au prix d'une guerre. Les légalistes se sont forgé une réputation de « technocrates du pouvoir ». Ils plaidaient pour un Etat au territoire étendu, densément peuplé et riche qui était dirigé à coups de lois sévères par un pouvoir central. D'après eux, il fallait punir impitoyablement et sans considération du rang social et du milieu d'origine ceux qui transgressaient les lois, et, en revanche, récompenser systématiquement ceux qui accomplissaient des actions souhaitables à leurs yeux. Sans états d'âme, ils prenaient en compte les peurs et penchants du peuple pour que l'Etat puisse parvenir à ses fins. Plus tard, à l'époque marquée par le confucianisme, le jugement porté sur le légalisme était essentiellement négatif. Au cours de la campagne lancée contre Confucius et Lin Biao dans les années 70 du XX<sup>e</sup> siècle ses textes redécouverts furent republiés et commentés.<sup>9</sup>

Selon cette logique, le groupe conte plus qu'un individu ; et l'harmonie est plus cherché que le discours. De ce fait, il affirmait deux principes stratégiques opposés : guerre et prévention de la guerre. Il est absolument prioritaire d'éviter la guerre car celle-ci cause forcément des pertes et l'obtention de l'avantage stratégique est soumise à de nombreux aléas. Il y aura cependant toujours des époques où il faut prendre les armes et où la guerre s'avère indispensable pour le maintien de l'ordre social et politique. Toutefois, même une victoire remportée dans une bataille s'apparente finalement à une défaite puisque chaque bataille est destructrice de ressources humaines et matérielles que l'Etat ne pourra plus engager ailleurs.<sup>10</sup> Outre les moyens de guerre classiques, il convient donc de tenir davantage compte, dans ses calculs, des mesures non militaires. La combinaison judicieuse de toutes les mesures disponibles est le seul gage de succès. Tout l'art du stratège militaire consiste à l'emporter sur l'adversaire en payant le coût le moins élevé et, dans le meilleur des cas, sans recourir à des moyens militaires.

---

<sup>7</sup> ARMES, ROGER T., *Sun-tzu: The Art of Warfare*, Ballantine Books, p. 82.

<sup>8</sup> Nota : Humanité, justice et harmonie ont valeur de normes fondamentales. La guerre est source de malheur. Il faut faire preuve de retenue et vivre en paix avec ses voisins. Se comporte correctement dans ses rapports avec autrui celui qui est prévenant et aimable. Voir EHRENWERTH, DIANA, *Konfuzianismus (rujia)*, <http://www.100jia.net/schulen/konfuzianismus.htm>. Quant à une appréciation critique de la philosophie et de l'importance de Confucius pour la Chine d'aujourd'hui cf. ESS, HANS VAN, *Ist China konfuzianisch?* Pacific studies, Trèves 2003.

<sup>9</sup> Voir EHRENWERTH, DIANA, *Legalismus (fajia)*, <http://www.100jia.net/schulen/legalismus.htm>.

<sup>10</sup> HOLMES, COLLEEN, *What the Chinese Learned from Sun-tzu*, U.S. Army War College, Carlisle 2000, p. 2 et suiv.

La phrase célèbre de Sun Zi

« *Rendre l'armée ennemie impuissante sans livrer bataille, voilà la vraie excellence.* »<sup>11</sup>

a donné naissance au stratagème<sup>12</sup> « *Victory without war* » qui prône une démarche visant à employer des moyens politiques, économiques et diplomatiques tout en renonçant au recours à la force militaire comme étant l'art suprême de la stratégie.<sup>13</sup> Tout comme en français le mot stratagème signifie en chinois à peu près combine, artifice, ruse de guerre. Agir selon des stratagèmes constitue aux yeux des Chinois la forme la plus noble – car la plus sage – d'agir. Vieux de plus de 2000 ans, les « 36 stratagèmes » sont formulés sur la base de 138 caractères chinois seulement avec des titres rédigés dans un style très imagé. Le choix entre la décision de mener une guerre et celle de l'éviter et de s'imposer par d'autres moyens représente l'avantage stratégique dont tout chef de guerre devrait disposer. Par des thèses pareilles Sun Zi a contribué à fusionner les doctrines militaire et politique de la Chine.<sup>14</sup>

## 1.2 La stratégie actuelle

Durant des millénaires, la Chine a connu une alternance permanente entre des périodes pacifiques où le pays privilégiait des mesures autres que militaires pour défendre ses intérêts et des phases où il misait sur la projection de force militaire pour assurer l'« avantage stratégique ». A cet égard, la Chine adoptait le plus souvent une approche pragmatique calculant les coûts et avantages d'une opération militaire pour les comparer ensuite avec le prix économique et social à payer en vue du maintien d'une stabilité interne éventuellement incertaine.<sup>15</sup> Dans la perspective historique prédominante, du point de vue chinois, les mesures non militaires dans la poursuite des intérêts stratégiques ce qui correspond à l'attitude pacifiste d'une société chinoise marquée par des millénaires de confucianisme. Zhang admet toutefois que les mesures non militaires ne furent privilégiées que *dans des circonstances normales*. A la

---

<sup>11</sup> Id., op. cit., chapitre 3, phrase 2.

<sup>12</sup> Quant à l'influence des stratagèmes sur la pensée et l'action politiques en Chine : WETTER, EIKE, *Die chinesischen Strategeme – Zur Verbesserung des europäischen Verständnisses chinesischer Politik, Jahrgangsarbeit an der Führungsakademie der Bundeswehr, Hambourg, 1999*, et SWAINE, MICHAEL D., TELLIS, ASHLEY J., *Interpreting China's Grand Strategy*, RAND-studies, Santa-Monica, p. 232.

<sup>13</sup> Zhang, Tiejun, *Chinese Strategic Culture*, p. 77 et suiv.

<sup>14</sup> KEEGAN, JOHN, *Die Kultur des Krieges*, Rowohlt Taschenbuch Verlag, Reinbek, 1997, p. 300.

Nota : Une interprétation actuelle des principes de Sun-Zi et leur application en exemples vue par un chinois est donné par : XIAODONG, GUO, « *les dix grands principes militaires* », de Mao Zedong à la lumière de « *l'art de la guerre* » de Sun Zi, dans : les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, la Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, p. 115 – 121.

<sup>15</sup> SWAINE, MICHAEL D., TELLIS, ASHLEY J., op. cit., p. 49 et suiv.

<sup>16</sup> ZHANG, TIEJUN, *Chinese Strategic Culture : Traditional and Present Feature*, dans : *Comparative Strategy*, vol. 21, no. 2, avril/juin 2002, p. 78.

<sup>17</sup> Nota : Jusqu'en 1830, la Chine - avec largement 30 % du produit mondial brut - fut la première puissance économique de la planète. En 1950, sa contribution ne s'élevait plus qu'à 4,5 %. Voir HEIN, CHRISTOPH, *Chinas Aufstieg*, dans : *Frankfurter Allgemeine Zeitung* no. 39, 15.02.2003, p. 1.

différence du *taoïsme* qui, lui, rejette catégoriquement la violence, le confucianisme la tolère comme ultime recours dans l'intérêt de l'Etat chinois et du salut public. L'une des exceptions justifiant souvent, y compris du temps de la Chine ancienne, le recours à la force militaire fut le maintien de l'unité nationale.<sup>16</sup>

Des événements décisifs débouchant sur une crise identitaire chinoise furent le déclin de la Chine et l'ouverture forcée à l'Occident au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Des puissances occidentales l'obligèrent à conclure plus de 1 000 traités – pour la plupart à ses dépens – et annexèrent plus de 1,8 millions de km<sup>2</sup> de son territoire. Jusqu'à nos jours, le pays ne s'est pas remis de cette période d'humiliation<sup>17</sup> laquelle prit fin avec la prise de pouvoir des communistes en 1949. Elle a toujours une influence déterminante sur l'action stratégique de la Chine en vue d'assurer la souveraineté et l'intégrité territoriale.<sup>18</sup> S'estimant avoir été victime d'une agression impérialiste les gouvernements chinois successifs rejettent officiellement à ce jour toute forme d'ambition hégémonique d'impérialisme en soulignant l'importance de la souveraineté nationale et de la coexistence pacifique – au bénéfice mutuel –, y compris entre des Etats aux modèles économique et social différents.

La Chine se considère, par rapport aux autres puissances régionales et globales mais aussi eu égard à la position acquise par la Chine ancienne à partir de l'unification en 221 avant J.-C., comme un Etat faible tant sur le plan économique que militaire. En tant que tel, elle n'est pas en mesure de faire jouer en sa faveur l'avantage stratégique qui consiste à « choisir ses moyens » dans les questions relevant de la sécurité nationale.<sup>19</sup> Dans ce contexte, les opérations militaires menées à plusieurs reprises depuis la prise de pouvoir des communistes ne sont pas jugées en contradiction avec cette doctrine puisqu'il ne s'agit, du point de vue chinois, que de conflits locaux nécessaires au maintien de l'intégrité territoriale (par ex. la Corée, en 1950) ou d'« expéditions punitives » destinées à remettre au pas un voisin récalcitrant (le Vietnam, en 1979). D'où la ferme volonté de redevenir cette nation forte et unifiée qu'elle fut depuis l'Antiquité pendant près de 2000 ans et qui est capable de défendre pleine d'assurance ses intérêts sécuritaires, sa souveraineté, son indépendance, son intégrité territoriale et sa sécurité économique.<sup>20</sup> Après la disparition de Deng Xiaoping en 1978, une réorientation de la politique chinoise a eu lieu. Hu Jintao oriente la Chine envers des réformes plus pragmatique pour réaliser ses objectifs. Dans ce but est développée depuis les années 80 une stratégie de sécurité fondée sur le calcul du pouvoir géopolitique et qui est censée jeter les bases d'une Chine forte et

---

<sup>18</sup> KANE, THOMAS, *China's Foundations: Guiding Principles of Chinese Foreign Policy*, dans: *Comparative Strategy*, vol. 20, no. 1, 2001, p. 46.

<sup>19</sup> HOLMES, COLLEEN, op. cit., p. 6 et WEGGEL, OSKAR, *Chinas Außenpolitik am Ende des 20. Jahrhunderts, Teil 2 : Zielsetzungen*, dans : *China aktuell*, année XXVII, no. 7, juillet 1988, p. 693 et suiv et aussi PICQUART, PIERRE, *la nouvelle chine au début du XXIe siècle*, dans : les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, la chine due XXIe siècle, Paris, 2005, p. 29.

<sup>20</sup> ZHANG, TIEJUN, op. cit., p. 81.

moderne. Celle-ci constitue un mélange d'éléments traditionnels et modernes et repose sur les principes suivants :

- adopter une approche pragmatique et dénuée de parti pris idéologique qui, sur la base d'une croissance réalisée selon les règles de l'économie de marché, permet d'entretenir des relations amicales avec la communauté des nations et notamment les grandes puissances ;
- d'une manière générale, faire un usage modéré de la force militaire aussi bien sur les plans régional et global tout en procédant à une modernisation mesurée mais continue des forces armées chinoises ;
- s'intégrer de manière croissante dans la politique internationale à tous les échelons et, ce faisant, promouvoir des institutions multilatérales dans tous les cas où la Chine y voit un avantage.<sup>21</sup>

Cette stratégie met en relief l'importance géopolitique du pays dans la mesure où elle renforce sa position économique sans que la Chine doive forcément se prêter au jeu de la concurrence internationale en matière de politique de sécurité. Notamment la flexibilité en politique extérieure qui consiste à ne se laisser embarquer dans une situation que lorsqu'elle y trouve son compte lui laisse les coudées franches pour relever, sur le plan de la politique intérieure, les défis liés à la croissance économique. En développant ses capacités technologiques, cette stratégie permet en outre de renforcer parallèlement le pilier militaire et de gagner ainsi à long terme en influence au niveau régional et global.<sup>22</sup> De cette manière, la Chine acquiert finalement l'« avantage stratégique » propre à une grande puissance qui, pour arriver à ses fins, est entièrement libre dans le choix de ses moyens (politiques, économiques ou militaires) selon l'idéal prôné par Sun Zi.<sup>23</sup>

### 1.3 « Comprehensive National Power »

A partir de leur stratégie de sécurité les Chinois ont développé le concept dit « *Comprehensive National Power* » (CNP) destiné à évaluer la position de la Chine par rapport à d'autres pays. Celui-ci repose également sur les idées de Sun Zi et sur le stratagème « *Victory without war* » selon lequel la priorité n'est pas tant de vaincre l'adversaire avec des moyens exclusivement militaires mais de projeter de la puissance dans le cadre d'une approche globale (*comprehensive*) par la combinaison de stratégies militaires (« hard power ») et non militaires (« soft power »). Il s'agit, en l'occurrence, d'une méthode scientifique, au sens le plus large du terme, permettant de prédire des rapports de force entre Etats sur la base d'indicateurs définis au

---

<sup>21</sup> HOLMES, COLLEEN, op. cit., p. 8.

<sup>22</sup> SWAINE, MICHAEL D., TELLIS, ASHLEY J., op. cit., p. 78 et suiv.

<sup>23</sup> Voir ANNEX B pour la stratégie des trois cercles du monde chinois. La compréhension chinoise est que le monde se tourne autour des « Hans ».

préalable.<sup>24</sup> Ce concept remonte au début des années 80 lorsque Deng Xiao Ping, alors grand chef du parti communiste a rejeté la ligne officielle du parti – édictée par Mao Ze-dong du temps de la guerre froide – selon laquelle la prochaine guerre mondiale était inévitable en affirmant de son côté : « la prochaine guerre mondiale est vraisemblablement évitable ».

A l'époque déjà, Deng a compris que la future architecture internationale ne dépendait pas seulement de la puissance militaire mais que des facteurs « soft » tels que l'économie, les sciences, la technologie, etc. étaient tout aussi déterminants quant au positionnement stratégique des Etats et à leur importance et influence dans le monde. Si la Chine développait ces capacités de manière décisive et conformément aux critères de délais retenus, elle réduirait par là même le risque d'une attaque militaire, à l'époque de la part des Etats-Unis et de l'Union soviétique nommément.<sup>25</sup> Deng exigeait donc d'analyser le pouvoir national (national power) sous toutes ses coutures, non seulement pour évaluer la position actuelle de la Chine mais avant tout pour pouvoir en déduire des recommandations d'action pour le futur. Cette analyse englobe une série de facteurs comme par exemple ressources, territoire, conditions sociales, politiques intérieure et extérieure, influence à l'échelle mondiale, niveau d'armement, etc. Ces facteurs se distinguent en facteurs qualitatifs et quantitatifs. Parmi les facteurs qualitatifs comptent la capacité d'engager efficacement des forces armées dans des guerres menées avec des moyens technologiques sophistiqués (l'application de la *Revolution in Military Affairs* ou l'aptitude à la guerre réseau-centrée), l'analyse, le cas échéant, du *Grand Strategy* ainsi que son exécution au niveau structurel et le rôle joué par l'Etat en cas de conflit économique. Quant à l'appréciation des facteurs quantitatifs il existe deux écoles de pensée – l'une d'obédience militaro-orthodoxe (marquée par l'*Academy of Military Science*, AMS), l'autre de sensibilité civilo-réformatrice (animée par la *Chinese Academy of Social Sciences*, CASS) – qui arrivent respectivement à des conclusions différentes. La CASS divise le CNP en huit domaines majeurs – ressources naturelles, économie, science et technique, forces armées, action gouvernementale, politique extérieure et évolution sociale – se caractérisant chacun par une grandeur quantifiable (par ex. produit national brut [PNB], pourcentage des crédits affectés aux projets R&D par rapport au PNB, type et niveau des réserves énergétiques, urbanisation, niveau des dépenses militaires, etc.). La répartition retenue par l'AMS est similaire.<sup>26</sup> L'agrégat de l'ensemble de ces facteurs constitue l'indicateur CNP qui permet – par rapport à d'autres pays dont l'indicateur est également déterminé – d'indiquer le poids relatif de la Chine dans le monde. Les stratèges chinois ont la ferme conviction que seule une amélioration continue du CNP peut garantir la stabilité interne de la Chine, dissuader des agresseurs potentiels et valoriser durablement son statut international de grande puissance.

---

<sup>24</sup> PILLSBURY, MICHAEL, op. cit., p. 2 et suiv.

<sup>25</sup> Id., op. cit., p. 4.

<sup>26</sup> Id., op. cit., p. 5 et suiv.

Deng a compris que pour une amélioration durable du CNP le renforcement du pilier économique est d'une importance cruciale et donc encouragé activement l'ouverture du pays après des décennies d'un isolement que ce dernier s'était imposé à lui-même.<sup>27</sup> A en juger par la projection chinoise des indicateurs CNP jusqu'en 2020<sup>28</sup>, la Chine aura atteint dès 2020 l'objectif qu'elle s'est fixé à travers sa stratégie de sécurité et qui est de devenir un « *global player* » reconnu comme tel et traité sur un pied d'égalité.<sup>29</sup>

Si les croissances sur le plan économique restent les mêmes et les mêmes et la Chine continuera son chemin, son poids économique va dépasser peut-être celui du Japon déjà entre 2015 et 2020.<sup>30</sup> Donc on peut être tenté de dire : la vraie puissance économique de la Chine d'aujourd'hui est de pouvoir déstabiliser l'économie régionale et même globale. Les exemples de la demande de pétrole en 2005 et la question des vêtements montrent bien l'impacte de la Chine aux prix mondiaux.<sup>31</sup>

Dans l'application de l'approche théorique ici esquissée, la Chine se voit confrontée – aussi bien sur plan intérieur qu'extérieur – à toute une série de défis fondamentaux. En ce qui concerne son calcul stratégique de se reconstituer en nation forte seront mis en lumière dans ce qui suit les champs d'action qui auront une influence déterminante sur le degré de réalisation de l'objectif et, par conséquent, sur le succès ou l'échec du projet stratégique.

---

<sup>27</sup> ZHANG, TIEJUN, op. cit., p. 83.

<sup>28</sup> PILLSBURY, MICHAEL, op. cit., p. 25. Les chiffres concernant les années 1989 et 2000 ainsi que les taux de croissance annuels ont été puisés par Pillsbury dans SHUOFENG, HUANG, *Znghe guoli lun* („On comprehensive national power“), Beijing: Zhongguo shehui kexue chubanshe, 1992, pp. 220-221. Les valeurs pour 2010 et 2020, en revanche, ont été générées par lui-même sur la base des taux de croissance prévus.

<sup>29</sup> Voir ANNEX C pour une estimation du CNP.

Nota : Cette hypothèse se fonde sur un taux de croissance annuel de 5,8 %. En réalité, le produit intérieur brut (PIB) – avec une moyenne de 9,5 % entre 1979 et 2001 – était nettement plus élevé. Voir BHASKARAN, MANU, *Chinas innenpolitische Herausforderung*, Deutsche Bank Research, China Spezial du 31 octobre 2002, Francfort, p. 4.

<sup>30</sup> LEMOINE, FRANCOISE, *la Chine dans l'économie mondiale*, dans : les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, la Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, p. 43.

<sup>31</sup> NIQUET, VALERIE, *la Chine et la puissance*, dans : les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, la Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, p. 19.

## DEUXIÈME PARTIE : EXECUTION DE LA STRATEGIE CHINOISE DANS LA POLITIQUE ACTUELLE

### 2.1 Les défis à relever sur le plan de la politique intérieure

#### 2.1.1 La politique économique

La politique économique est la force motrice dans la poursuite de l'objectif stratégique. Deng Xiaoping a compris que la « clef pour le règlement de tous les problèmes de la Chine » réside exclusivement dans l'économie.<sup>32</sup> La Chine joue actuellement sur le plan économique un rôle non négligeable et est déjà numéro 1 mondial dans plusieurs secteurs : premier producteur mondial de petites automobiles, d'acier, de charbon, de fer, d'écrans plats pour ordinateurs, etc.<sup>33</sup> Depuis le 14<sup>e</sup> congrès du Parti communiste de la République populaire de Chine en 1992 la « primauté de l'économie » se trouve au cœur de toute action politique.<sup>34</sup> En se présentant au 16<sup>e</sup> congrès, en novembre 2002, la nouvelle génération de dirigeants a fait une promesse à caractère programmatique : le produit intérieur brut de la Chine, qui était de 1,15 billion de dollars US en 2001, devra augmenter, d'ici 2010, de 100 % pour doubler encore une fois à l'horizon 2020. Afin d'atteindre cet objectif ambitieux, il faudra une croissance continue de 7 à 8 % en moyenne sur la période de deux décennies. Au cours du troisième trimestre 2003 la croissance économique de la Chine évoluait à un tel rythme que des voix s'élèvent désormais pour mettre en garde contre une surchauffe. Par rapport au troisième trimestre 2002 le PIB a augmenté de 9,1 %, après une hausse de 6,7 % dans le deuxième trimestre.<sup>35</sup> Si elle y parvient, la Chine aura sans doute réalisé son objectif stratégique – l'augmentation durable du CNP – et occupera sa place de partenaire à part entière dans le concert des grandes nations. Ces chiffres sont cependant sujets à caution. Le fait est notoire – et le côté chinois l'admet ouvertement – que les statistiques officielles affichent une croissance économique trop importante. Mais même

---

<sup>32</sup> D'après WEGGEL, OSKAR, op. cit., p. 696. Deng n'a jamais fait mystère du fait qu'il considérait la modernisation militaire de la Chine comme étant d'importance secondaire. Voir à ce propos également MÖLLER, KAY, *China: Strategische Zielsetzungen und ihre Realisierung*, dans : Hazdra, Peter, Erich Reiter (éd.): *Die strategische Situation in Eurasien*, Schriftenreihe der Landesverteidigungsakademie – Studien und Berichte zur Sicherheitspolitik, p. 71.

<sup>33</sup> PICQUART, PIERRE, op. cit., p. 33 et LEMOINE, FRANCOISE, op. cit., p.42

<sup>34</sup> WEGGEL, OSKAR, op. cit., p. 699.

<sup>35</sup> GAREIS, DR. SVEN BERNHARD, *Chinas Außen- und Sicherheitspolitik, Voraussetzungen, Interessen, Handlungsmaximen und Imperative*, dans : *Reader Sicherheitspolitik VI.2*, Streitkräfteamt, 02/03, Bonne 2003, p. 34. et voir sans auteur, *Chinas Wirtschaft wächst stark*, dans : *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 18 octobre 2003, n<sup>o</sup>. 242, p. 12. Voir TAUBE, MARKUS, *Chinas Rückkehr in die Weltgemeinschaft, Triebkräfte und Widerstände auf dem Weg zu einem „global player“*, Duisburger Arbeitspapiere Ostasienwissenschaften, no. 51, avril 2003, p. 21. A propos des statistiques chinoises cf. SCHÜLLER, MARGOT, *Getting the numbers right – deficiencies in Chinas statistical system*, dans : Fischer, Doris, Oberheitmann, Andreas (éd.): *China im Zeichen von Globalisierung und Entwicklung, Herausforderungen für die statistische Analyse und empirische Forschung*, DIW Sonderhefte, no. 173, Berlin, pp. 9 à 24.

revus à la baisse de deux à trois points, il reste évident que les taux de croissance sont extraordinairement élevés.<sup>36</sup>

Mais le processus de transformation engagé par Deng Xiaoping au début des années 80 en se concentrant presque exclusivement sur le développement économique du pays a créé de nombreux clivages au sein de la société chinoise. La corruption sévit<sup>37</sup>, le fossé entre riches et pauvres se creuse de façon dramatique : l'écart de prospérité à l'intérieur du pays est énorme. La moitié de l'épargne se trouve entre les mains de tout juste 5 % de la population. En peu de décennies, une société agraire égalitaire s'est transformée en société industrielle et du tertiaire hautement technicisée. Mais l'abandon de l'économie planifiée se passe très différemment selon les régions. L'écart entre la ville et la campagne de même qu'entre les régions florissantes de la côte Est et les provinces occidentales et de l'intérieur se creuse de manière spectaculaire au fur et à mesure que s'effectue le passage à l'économie de marché. L'exode rural s'accroît du fait des inégalités puisque les paysans n'arrivent plus à suivre l'évolution générale des revenus.<sup>38</sup> Dans les provinces arriérées du Centre et de l'Ouest, plus de 200 millions d'hommes n'ont pas d'accès à de l'eau propre et potable, à des surfaces cultivables, à l'éducation et aux soins de santé.<sup>39</sup> Les entreprises d'Etat sont en pleine restructuration et les banques – avec un taux de crédits en souffrance estimé à 60 % au moins – fortement endettées. L'assainissement du secteur bancaire chinois nécessiterait actuellement des dépenses d'un équivalent de 30 à 60 % du PIB chinois. Ces fonds ne serviraient toutefois qu'à rayer des bilans les crédits « bidon » déjà existants. Encore faudrait-il, dans le même temps, éviter d'accumuler par la suite de nouveaux crédits « bidon ». Cela reviendrait cependant à ne plus accorder de crédits à une grande partie des entreprises d'Etat ce qui entraînerait forcément des faillites en masse avec, à la clef, une montée en flèche du chômage ouvert et un accroissement de l'instabilité sociale.<sup>40</sup> Etant donné les interdépendances entre ces deux secteurs ils forment une sorte de communauté de destin et ne peuvent être redressés l'un sans l'autre. La restructuration nécessaire du secteur public vient

---

<sup>36</sup> Voir TAUBE, MARKUS, op. cit., p. 21.

<sup>37</sup> Nota : Largement répandue parmi les cadres du parti et de l'administration, la corruption est considérée comme le problème le plus dangereux pour la stabilité politique du pays. Des économistes chinois estiment que chaque année les pertes dues à la corruption se situent à un niveau de 13 à 14 % du PNB. On ne peut guère chiffrer, en outre, les transferts illégaux de fonds à l'étranger, mais, là aussi, il devrait s'agir de sommes considérables. Voir à ce propos KOLONKO, PETRA, *Wie anders ist die potenzielle Supermacht – in der Falles des Allmachtsanspruchs*, dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung, no. 272 du 08.11.2002, p. 7.

<sup>38</sup> Nota : D'environ 300 \$ en 2002, le revenu annuel moyen des paysans continue à baisser contribuant à l'aggravation des disparités sociales dans le pays. Voir à ce propos GAREIS, DR. SVEN BERNHARD, op. cit., p. 34.

<sup>39</sup> Voir THE WORLD BANK GROUP, *Country Brief – People's Republic of China*, [http://www.worldbank.org.cn/English/Overview/overview\\_brief\\_snapshots.htm](http://www.worldbank.org.cn/English/Overview/overview_brief_snapshots.htm).

Nota : Il existe en outre une gigantesque migration de main-d'œuvre : entre 130 et 150 millions de travailleurs migrants fournissent, il est vrai, un réservoir de main-d'œuvre bon marché, leur prise en charge dépasse cependant régulièrement les infrastructures disponibles dans les grandes agglomérations. Voir SANDSCHNEIDER, EBERHARD, *Chinas Zukunft, Projektion und Wirklichkeit*, dans : Zeitschrift für Internationale Politik, no. 2, 58e année, p.13.

<sup>40</sup> Voir TAUBE, MARKUS, op. cit., p. 27 et suiv.

cependant exacerber le problème du chômage qui risque de compromettre la cohésion sociale.<sup>41</sup> Le chômage est en augmentation constante : plus de 150 millions de personnes sont sans revenus fixes et 9 % seulement des travailleurs fraîchement licenciés ont retrouvé un poste au cours du premier semestre 2003.<sup>42</sup> Ce constat est aggravé par le problème de la surpopulation. En dépit de la politique nataliste de l'enfant unique le taux de naissance s'élève à une moyenne de 0,9 % par an et ce n'est qu'en 2040 que l'effectif de la population se stabilisera autour de 1,5 milliards d'hommes.<sup>43</sup> Cette structure démographique spécifique oblige la Chine à créer dans les décennies à venir de huit à neuf millions de postes de travaux nets par an vu que le nombre des jeunes entrant sur le marché du travail excède celui des personnes partant à la retraite. On s'attend à ce que la population des personnes en âge de travailler, qui s'élève à 775 millions actuellement, passe à environ 860 millions en 2020.<sup>44</sup> Un autre défi constituent les immenses dégâts écologiques – revers de la médaille de la croissance effrénée. Les villes sont rongées par le smog généré par l'industrie et le trafic automobile, les surfaces agricoles érodent et se transforment en steppes, les rivières et lacs meurent pour cause de contamination et d'évacuation d'eaux usées. Pour ces raisons, la pénurie d'eau est devenue le problème le plus aigu de la Chine.<sup>45</sup> La dégradation de l'environnement est favorisée par les énormes besoins en ressources telles que bois, charbon, pétrole, gaz, etc. Notamment la consommation de pétrole en forte augmentation peut avoir des effets négatifs sur la croissance économique indispensable. Ses propres réserves stratégiques étant minimes, la Chine couvre actuellement une bonne partie de ses besoins supplémentaires en pétrole par des importations en provenance du Proche Orient. Si la production nationale se monte à 160 millions de tonnes par an, la consommation – de 230 millions de tonnes actuellement – est prévue de passer, d'ici 2010, à 300 millions de tonnes par an. A ce moment-là, il faudra importer environ 100 millions de tonnes de pétrole brut et de 60 à 100 milliards de mètres cubes de gaz naturel. Pour 2030, on s'attend à ce que la part des importations de pétrole brut atteigne 84 %.<sup>46</sup> A l'heure actuelle, les implications qui découlent, en matière de politique de sécurité, de cette concurrence politico-économique avec d'autres pays pour l'accès aux réserves de pétrole et de gaz ne peuvent pas encore être évaluées.

---

<sup>41</sup> Id., op. cit., p. 30.

<sup>42</sup> SANS AUTEUR, *Die Partei muss dem Weg zum Kapitalismus folgen*, dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung, no. 271, du 07.11.2003, p. 4.

Nota : Les chiffres officiels relatifs au chômage (3,1 % pour 2000) ne sont pas fiables puisqu'ils ne prennent pas en compte les travailleurs migrants, les salariés « en retrait du poste de travail » et les jeunes n'ayant jamais occupé d'emploi. Voir SEITZ, KONRAD, *China. Eine Weltmacht kehrt zurück*, Siedler Verlag, Berlin, 2e éd. Actualisée, mai 2003, p. 444.

<sup>43</sup> Id., op. cit., p. 443.

<sup>44</sup> WONG, LINDA, *Unemployment*, dans : HEBEL, JUTTA, SCHUCHNER, GÜNTER (ÉD.): *Der chinesische Arbeitsmarkt, Strukturen – Probleme – Perspektiven, Mitteilungen des Instituts für Asienkunde*, vo. 306, Hambourg, 1999, p. 231.

<sup>45</sup> SEITZ, KONRAD, op. cit., p. 445.

<sup>46</sup> Voir SZONYI, MICHAEL, *The Effects of September 11 and its aftermath on China, and the Chinese response*, Canadian Security Intelligence Service, avril 2002, p. 5.

Compte tenu de cette stabilité socio-économique somme toute incertaine, il est manifeste que l'objectif proclamé de réaliser en permanence des taux de croissance élevés revêt un caractère ambigu. Il s'agit non seulement d'atteindre l'objectif stratégique d'un CNP élevé mais d'éviter aussi le collapsus du système dans son ensemble. Dans l'optique chinoise, cela ne pourra se faire qu'à la seule condition que le parti communiste continue à monopoliser le pouvoir sans concession aucune en assurant ainsi au moins la stabilité politique. L'idée selon laquelle il est possible de « s'affranchir au fur et à mesure » des problèmes et de fonder par cela même la légitimité du système de parti unique en place y joue un rôle décisif.<sup>47</sup>

Suite logique de ce raisonnement, la Chine a intégré en 2001, après de longues négociations, l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Cette adhésion ne fut non seulement la « reconnaissance » officielle de la Chine au niveau de l'économie mondiale. Elle constitue surtout un agenda de politique économique et scelle son engagement pris – sous peine de sanctions – vis-à-vis des membres de l'OMC à libéraliser radicalement son système économique.<sup>48</sup> La Chine en tire les avantages suivants : stabilisation des relations économiques avec les autres membres de l'OMC dont notamment les Etats-Unis et les pays européens, acceptation durable, au sein de la population, de la poursuite des réformes économiques nécessaires pour mener à bien le processus de transformation et, partant, une croissance économique s'inscrivant dans la durée. Concrètement, ces avantages se reflètent dans un indicateur essentiel pour l'ascension de la Chine, c'est-à-dire la part que représentent les investissements directs étrangers (IDE). Après une baisse enregistrée vers la fin des années 90, la Chine a attiré en 2002 avec 52 milliards de dollars US<sup>49</sup> les plus importants flux d'IDE à l'échelle globale dépassant pour la première fois les Etats-Unis. Les IDE jouent un rôle clé en matière d'exportations – second pilier de la croissance économique chinoise. Grâce à l'adhésion à l'OMC les exportations ont encore pu augmenter spectaculairement de 22 % en 2002 pour atteindre 325 milliards de dollars US.

Parmi les produits exportés les plus importants comptent entre autres : appareils électriques, vêtements, machines, chaussures, jouets et articles de sport. A l'échelle globale, la Chine produit actuellement plus de 50 % des caméras, 30 % des climatisations et téléviseurs, 25 % des lave-linge et près de 20 % des réfrigérateurs. Par suite de cette augmentation énorme du volume des exportations, le pays affiche chaque année une balance commerciale excédentaire très élevée depuis les années 1990. Cela se traduit surtout par le fait qu'après le Japon la Chine

---

<sup>47</sup> Sur le problème de la légitimité du système de parti unique cf. en détail PEI MINXIN, *China's Governance Crisis*, dans : Foreign Affairs, vol. 79, no. 1, septembre/octobre 2002, pp. 96 à 109.

<sup>48</sup> TAUBE, MARKUS, op. cit., p. 9.

<sup>49</sup> L'OECD estime que ce volume va doubler d'ici 2010. Voir HEIN, CHRISTOPH, op. cit., p. 1.

possède les plus importantes réserves en devises dans le monde entier (fin juillet 2003 : 340 milliards de dollars US).<sup>50</sup>

L'entrée dans l'OMC a toutefois aggravé de nombreux problèmes notamment dans les domaines de l'agriculture qui manque de compétitivité, du système bancaire et de l'industrie d'Etat hypertrophiée. Des branches tout entières de l'industrie ne sont toujours pas préparées à l'assaut de la concurrence étrangère et donc directement confrontées à la compétition internationale acharnée<sup>51</sup> avec un chômage tendant à croître en conséquence<sup>52</sup> ce qui ne manquera pas d'exacerber davantage encore les problèmes ci-dessus exposés.

Du fait de son adhésion à l'OMC, la pression pesant sur la Chine s'est accrue. Ayant pris conscience de la nécessité d'assurer la stabilité et de mener des réformes supplémentaires sur le plan de l'économie et de la politique intérieure, s'ils veulent réaliser l'objectif stratégique, les dirigeants chinois mettent d'évidence tout en œuvre pour poursuivre avec fermeté dans la voie empruntée. Dans les paragraphes suivants les problèmes économiques de la Chine seront mis en évidence à travers quatre exemples.

#### 2.1.1.1 La réforme incomplète des entreprises d'Etat

La décollectivisation de l'agriculture, en 1978, a marqué le début des réformes de Deng. Bien qu'il ait fallu vaincre des résistances idéologiques au sein du parti, il n'y avait pas de perdants à l'époque puisque rien ne fut changé au statu quo des privilégiés.<sup>53</sup> « La réforme sans larmes »<sup>54</sup> de Deng a pris fin au milieu des années 1990 lorsque, en pleine crise asiatique, le 15<sup>e</sup> congrès du parti a donné, en 1997, le signal de la réforme des entreprises d'Etat. Cette dernière avait été suspendue pendant près de deux décennies étant donné que l'industrie d'Etat représentait le « bastion de l'économie socialiste et la base économique du pouvoir absolu du parti »<sup>55</sup>. Les salariés privilégiés des entreprises d'Etat devaient former la base fidèle sur laquelle le parti pouvait asseoir son pouvoir. En contrepartie, ces entreprises leur garantissaient un emploi à vie avec protection sociale, retraite incluse. Parallèlement, elles avaient pour vocation d'employer un maximum d'ouvriers. Les entreprises d'Etat étaient donc tout aussi bien des unités de

---

<sup>50</sup> FRIEDRICH, DR. STEFAN, *Chinas Aufstieg zur globalen Wirtschaftsmacht, Bedrohung oder Chance für Asien ?*, dans : Konrad-Adenauer-Stiftung e.V., *Auslandsinformationen* 11/03, Sankt-Augustin, 2003, p. 3 et suiv.

<sup>51</sup> WENZLER, MICHEL, *Chinas Beitritt zur WTO, zu den langwierigen Verhandlungen zwischen den USA und China*, Universität Zürich, Institut für Politikwissenschaft, Abteilung Internationale Beziehungen, Zürich 2001, p. 3 et suiv. Pour une revue en détail, du point de vue chinois, des résultats réalisés depuis l'adhésion à l'OMC cf. GUANGXI, LIU / TAIFENG, CHEN, *Fortschritte, Verbesserungen und Chancen, eine Bewertung der einjährigen Mitgliedschaft Chinas in der WTO*, dans : Konrad-Adenauer-Stiftung e.V., *Auslandsinformationen* 04/03, Sankt-Augustin, 2003, pp. 62 à 75.

<sup>52</sup> Réalisé dans le cadre de l'adhésion à l'OMC, l'assouplissement des modalités de licenciement aura vraisemblablement pour conséquence d'augmenter le nombre de chômeurs de 40 millions de personnes. Voir SANDSCHNEIDER, EBERHARD, op. cit., p. 13.

<sup>53</sup> SEITZ, KONRAD, op. cit., p. 373.

<sup>54</sup> Id., op. cit., p. 373.

<sup>55</sup> Id., op. cit., p. 376.

production que des institutions sociales.<sup>56</sup> Avec la réforme des entreprises d'Etat commença une nouvelle époque comparable en importance avec la réforme de Deng à son tout début en 1978. Le but était de privatiser des petites et moyennes entreprises, de fermer les exploitations non rentables et de bâtir de grands groupes industriels étatiques vraiment efficaces.<sup>57</sup> Du fait de la réforme, le nombre d'entreprises d'Etat du secteur industriel est passé de 128 000 en 1997 à seulement 53 000 en 2001.<sup>58</sup> Les deux tiers de ces entreprises ne sont cependant toujours pas rentables de sorte que, en l'an 2000 par exemple, la part revenant aux entreprises d'Etat ne représentait plus qu'un tiers du produit intérieur brut chinois.<sup>59</sup> Néanmoins, elles continuent à marquer des secteurs importants de l'économie. Par rapport aux entreprises privées, elles bénéficient d'un traitement de faveur pour ce qui concerne les programmes d'investissement étatiques ou l'octroi de crédits par les banques d'Etat<sup>60</sup>. Ces dernières font figure d'« organismes de distribution des subventions aux entreprises d'Etat non rentables »<sup>61</sup> qu'elles doivent soutenir conformément aux consignes gouvernementales. Les crédits restent cependant nécessaires pour que soit évitée une vague de faillites avec son cortège de chômage de masse et que les entreprises en question puissent s'acquitter de leurs obligations en matière sociale. Pour ces motifs politico-idéologiques, les dirigeants chinois rechignent à une privatisation à marche forcée des grandes entreprises d'Etat.

S'accéléralant à partir de 1998, la réforme des entreprises d'Etat a surtout eu pour conséquence, en termes d'emploi, d'accroître le chômage urbain. Ce thème sera approfondi dans le paragraphe suivant.

### 2.1.1.2 Chômage urbain et rural

Avec 25,5 millions d'hommes de 1998 à 2001, près d'un quart des salariés des entreprises d'Etat furent licenciés, dont 8,7 millions sont restés sans emploi. Le livre blanc sur le chômage du 1<sup>er</sup> mai 2002 dénonce en termes clairs les problèmes structurels dont souffre le marché du travail. D'après les chiffres qu'il avance, 730 millions des 1,27 milliard de Chinois occupaient un emploi en 2001, dont 32,8 % en ville et 67,2 % à la campagne.

---

<sup>56</sup> SEITZ, KONRAD., op. cit., p. 365.

<sup>57</sup> Selon le principe : « Garder ce qui est grand, lâcher ce qui est petit. » BRAHM, LAURENCE J., *Chinas Jahrhundert, die Zukunft der nächsten ökonomischen Supermacht hat bereits begonnen*, Wiley-VCH Verlag, Weinheim 2001, p. 503.

<sup>58</sup> SEITZ, KONRAD, op. cit., p. 400.

<sup>59</sup> Par rapport à 76 % en 1980. Voir DEUTSCHE BANK RESEARCH, *China 2020, vor großen Herausforderungen*, China Spezial, Francfort-sur-le-Main, février 2002.p. 6.

<sup>60</sup> 80 % environ des crédits qu'elles attribuent vont toujours aux entreprises d'Etat. VOIR WACKER, GUDRUN, *Führungswechsel in China, Herausforderungen und Spielräume der „vierten Generation“*, Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, 2003, p. 14.

<sup>61</sup> SEITZ, KONRAD, op. cit., p. 391.

Dans les villes, 6,8 millions de chômeurs sont officiellement recensés ce qui correspond à un taux de chômage de plus de 4 %.<sup>62</sup> Si l'on y ajoute les 5,2 millions d'ouvriers des entreprises d'Etat dits « en retrait du poste de travail » qui ne passent pas pour des chômeurs et qui, pendant une période de transition, disposent d'une protection sociale de base, le chômage urbain est de 7 à 8 %.<sup>63</sup> Des estimations non officielles tablent d'ores et déjà sur un taux de 14,6 %.<sup>64</sup> D'ici 2006, il faut s'attendre à ce que l'effectif des chômeurs dans les centres urbains passe à 20 millions.<sup>65</sup>

Notamment dans les régions où le chômage est élevé en raison de la grande concentration d'entreprises d'Etat au bord de la faillite les agitations ouvrières sont fréquentes. En 1999 se seraient produits plus de 100 000 incidents de ce genre.<sup>66</sup> Au printemps 2002, il y eut pour la première fois un mouvement de contestation coordonné de plusieurs dizaines de milliers de personnes dans différentes régions du Nord-Est.<sup>67</sup> Ces troubles constituent une menace sérieuse pour la stabilité du pays.

De plus, la situation sur le marché du travail se compliquera à court et à moyen terme par la pression concurrentielle de plus en plus forte et les ajustements structurels rendus nécessaires par l'entrée dans l'OMC. Cette dernière vient également aggraver la situation à la campagne où 160 millions d'hommes sont sans emploi.<sup>68</sup> Pour cause d'adhésion à l'OMC, le ministère du Travail s'attend à la suppression de 20 millions de postes de travail supplémentaires dans le secteur agricole.

Avec la main-d'œuvre excédentaire des campagnes et des villes, le taux de chômage s'élève dès aujourd'hui à 20 % au total en moyenne nationale.<sup>69</sup> Sur fond de chômage rural beaucoup de paysans se voient contraints à l'exode.

---

<sup>62</sup> INSTITUT FÜR ASIENKUNDE, *China aktuell*, Monatszeitschrift, Hambourg, année XXXI et XXXII, cah. janvier 2002 - septembre 2003, édition CHINA AKTUELL mars 2003, p. 304 et suiv. Maintenant cité dans la manière suivante : CHINA AKTUELL, mois/année, p.xx

<sup>63</sup> SCHÜLLER, MARGOT, *die Auswirkungen von Chinas WTO Beitritt auf Asien und die Weltwirtschaft*, dans : China aktuell 06/03, p. 140 et suiv.

<sup>64</sup> CHINA AKTUELL 04/2002, p. 390 et suiv.

<sup>65</sup> HOLBIG, HEIKE, *Gelingt die politische Steuerung der wirtschaftlichen Dynamik in China*, dans : China aktuell, 01/03, p. 43 et suiv.

<sup>66</sup> WACKER, GUDRUN, *Jour fixe nach dem Parteitag, zur politischen und wirtschaftlichen Situation in China*, Stiftung Wissenschaft und Politik Berlin, 2003, p. 10.

<sup>67</sup> Dans la plupart des cas, ces troubles se limitent cependant au niveau local. Voir HOLBIG, HEIKE, op. cit., p. 49.

<sup>68</sup> DEUTSCHE BANK RESEARCH, *Chinas innenpolitische Herausforderung, China Spezial*, Francfort-sur-le-Main, octobre 2002, p. 7.

<sup>69</sup> HOLBIG, HEIKE, op. cit., p. 43 et suiv.

### 2.1.1.3 Les disparités et la migration des populations

L'exode rural s'est intensifié après que l'excédent de main-d'œuvre – jusqu'alors masqué – dans le secteur agricole fut mis à jour par la politique de réforme engagée dès 1978. Cet excédent de main-d'œuvre fut estimé à un tiers environ de l'ensemble des effectifs du secteur agricole.<sup>70</sup>

S'y ajoutaient – motifs supplémentaires sciemment acceptés par Deng – les différences en matière de développement économique et la disparité croissante des revenus entre ville et campagne ou entre l'Ouest et l'Est. Ainsi, en 2001, le revenu moyen par tête d'habitant était trois fois plus élevé en ville qu'en zone rurale. De même, le flux des IDE se concentre à plus de 90 % sur une bande très étroite le long de la côte<sup>71</sup> : le PIB des six provinces côtières représente la moitié du PIB global de la Chine.<sup>72</sup> En l'espace de 20 ans, la Chine a ainsi évolué de l'une des sociétés les plus égalitaires vers l'une des sociétés aux inégalités les plus criantes.<sup>73</sup>

Conséquence de l'exode rural, on estimait, en 2002, que le nombre de migrants de travail se situait dans une fourchette comprise entre 130 et 150 millions de personnes. D'ici 2010, cet effectif est supposé croître à 160 millions. Nonobstant la montée du chômage urbain, il y a donc un afflux progressif de main-d'œuvre rurale vers les grands centres urbains. La rencontre entre travailleurs migrants et chômeurs urbains génère un climat social explosif tout comme la discrimination des ouvriers-paysans qui n'a de cesse de provoquer des affrontements violents entre ceux-ci et les entrepreneurs locaux.

Ainsi, les réductions illicites ou le non-paiement de salaires sont une pratique courante. Début janvier, par exemple, furent révélés 13 000 cas de salaires impayés parmi les migrants. De ce fait, la conférence nationale du travail portant sur le développement rural a renforcé, début janvier 2003, les droits des ouvriers-paysans victimes d'une forte discrimination. Reste à savoir si les mesures prises pourront être implémentées avec succès.<sup>74</sup>

Pour cette raison, l'Etat a en partie ordonné la déportation de migrants, ces derniers, comme tout Chinois d'ailleurs, étant obligés – à travers le système d'enregistrement des ménages *hukou* mis en place en 1958 – de rester sur leur lieu d'origine. L'enregistrement de la résidence est nécessaire pour bénéficier des prestations sociales dont sont exclus les ouvriers-paysans qui se rendent illégalement dans les agglomérations florissantes de la côte Est.

Ces dernières années, le système d'enregistrement de la résidence fut assoupli avec précaution. Le gouvernement tâche de réduire la pression migratoire pesant sur les grandes villes par une urbanisation ciblée des régions rurales : ainsi, depuis octobre 2001, les habitants des campagnes

---

<sup>70</sup> GIESE, KARSTEN, *Mobilität und Migration in China, 1. Teil: von der Herrschaft des Plans zu den Erfordernissen der Reform*, dans: CHINA AKTUELL 04/2002, p. 400 et suiv.

<sup>71</sup> WACKER, GUDRUN, *Führungswechsel*, op. cit., p. 14 et suiv.

<sup>72</sup> Sur 27 provinces ou régions autonomes au total. WIRTSCHAFTSWOCHE, *Sonderausgabe China*, Verlagsgruppe Handelsblatt, Düsseldorf, no. 1, octobre 2003, p. 36.

<sup>73</sup> WACKER, GUDRUN, *Jour fixe nach dem Parteitag*, p. 2.

<sup>74</sup> CHINA AKTUELL 01/2003, p. 20 et suiv.

sont autorisés à s'installer dans les petites villes de province ou les chefs-lieux de canton, à l'exception des grandes villes. L'exode rural a changé le rapport numérique entre populations urbaine et rurale. Alors qu'en 1978 seulement 17,9 % des Chinois vivaient en ville, leur taux est monté à 36,2 % en 2000 pour passer à 46-50 % en 2010 selon les prévisions.<sup>75</sup> Toutefois, la migration ouvrière ne présente pas que des inconvénients. Ainsi, les travailleurs migrants sont-ils considérés comme la « colonne vertébrale de la croissance économique chinoise » vu qu'ils garantissent aux centres industriels une main-d'œuvre à bas salaire ce qui constitue pour la Chine un avantage comparatif. Grâce au transfert de savoir-faire à leur retour et au soutien financier qu'ils apportent à leurs familles, les migrants contribuent aussi au développement économique du hinterland. Ainsi, en 1997, les migrants internes ont effectué à leurs familles des virements d'un montant global de 200 milliards de yuan RMB.<sup>76</sup>

Par ailleurs, le gouvernement continue à investir des sommes importantes dans la mise en place d'infrastructures en Chine occidentale, au Tibet et dans la province de Xinjiang étant donné que la pauvreté est particulièrement répandue parmi les minorités de ces régions.

Afin d'atténuer davantage les différences sociales, le gouvernement s'est mis, dès 1995, à instaurer un système de sécurité sociale. Celui-ci ne profite cependant qu'à une faible proportion de la population puisque, dans un premier temps, seuls les citoyens auront une couverture sociale de base. En 1999, par exemple, 11,4 % seulement des prestations sociales étaient destinés à la population rurale qui représente pourtant 70 % de la population totale. Selon des sources officielles, 11,18 % seulement de la population rurale sont actuellement affiliés à une assurance vieillesse pour paysans. Dans les régions rurales, assurance chômage et assurance maladie sont des termes quasi inconnus. Si 20,54 millions de citoyens bénéficient aujourd'hui d'une aide sociale, ce ne sont que quatre millions de ruraux à connaître ce privilège.<sup>77</sup>

Tout cela ne fait qu'accentuer les disparités sociales entre la ville et la campagne. Les crédits budgétaires prévus pour couvrir les dépenses sociales ont quintuplé de 1998 à 2001.<sup>78</sup> La migration ouvrière illégale hypothèque également les relations sino-russes : la Russie craint la menace d'une surpopulation étrangère dans ses régions de l'Extrême-Orient submergées par la main-d'œuvre chinoise. Le nombre de migrants frontaliers oscille, en fonction des sources, entre 200 000 et 2 000 000. Dans la majorité des cas, il s'agit cependant de séjours temporaires.<sup>79</sup>

Apparaissant de manière erratique dans la presse russe, des articles prêtent à Pékin l'intention de « siniser » l'Extrême-Orient à travers l'immigration illégale pour s'en emparer à long terme.

---

<sup>75</sup> JUNHUA, ZHANG, Der Aufbau eines sozialen Sicherungssystems in der VR China – eine kritische Betrachtung (Teil 1), dans : CHINA AKTUELL 07/2003, p. 993.

<sup>76</sup> GIESE, KARSTEN, *Mobilität und Migration in China, 2. Teil, Im Zeichen von Reform, Markt und Globalisierung*, dans : CHINA AKTUELL 05/2002, p. 524.

<sup>77</sup> JUNHUA, ZHANG, op. cit., p. 869 et CHINA AKTUELL 02/2003, p. 147 et suiv.

<sup>78</sup> Id. op. cit., p. 994.

<sup>79</sup> CHINA AKTUELL 12/2002, p. 1373 et suiv. et aussi cf. WACKER, GUDRUN, *Chinesisch-russische Beziehungen unter Putin*, Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, 2002, p. 23 et suiv.

Dans l'Extrême-Orient russe vivent sept millions de Russes contre 107 millions de Chinois dans les provinces chinoises du Nord-Est. Les seuls travailleurs migrants chinois – dont un collapsus économique pourrait provoquer l'exode de masse vers la Russie – dépassent en nombre l'effectif global de la population de la Russie.

La question de savoir si l'on pourra consentir, sur les trois à quatre décennies à venir, les efforts budgétaires nécessaires en matière de protection sociale est impossible de trancher à l'heure actuelle. Par souci de complétude, il convient de mentionner également la migration due aux programmes étatiques de transfert des populations. Le livre blanc sur la lutte contre la pauvreté considère le transfert de 5 millions d'hommes comme étant leur seule chance de surmonter la pauvreté. Des transferts forcés eurent également lieu dans le cadre de la réalisation de projets d'aménagement hydraulique qui génèrent souvent des conflits entre populations autochtones et nouveaux arrivants. Ainsi, on parle officieusement de près de deux millions d'hommes qu'il faudra déplacer en raison de la construction du barrage des Trois-Gorges.<sup>80</sup>

#### **2.1.1.4 Dette publique croissante et crédits irrécouvrables**

Le déficit budgétaire officiel de l'Etat s'élevait à 3 % du PIB en 2002, la dette publique officielle se situant à 16,3 % du PIB.<sup>81</sup>

Le budget est grevé par les sommes nécessaires à l'instauration d'un régime de sécurité sociale et notamment par les dépenses consacrées au paiement des retraites, le financement du chômage provoqué par la réforme du secteur public et les besoins financiers liés au programme de développement de la Chine occidentale.

Dû à la politique efficace dite « de l'enfant unique », le vieillissement accéléré de la société finira par accroître davantage encore les dépenses liées aux retraites. Selon des estimations et malgré les récents ajustements opérés par rapport aux futures pensions, les sommes à verser par l'Etat au titre de l'assurance vieillesse devraient se monter à 6 milliards de dollars US jusqu'en 2004. D'ici 2010, ce montant s'élèverait même à 110 milliards de dollars US ce qui correspond à un volume de 4 % du PIB.<sup>82</sup>

Des dépenses supplémentaires sont engendrées par les programmes d'investissement – lancés par l'Etat en 1998, en pleine crise asiatique, pour maintenir la croissance économique et par la suite reconduits d'année en année – qui remplissent depuis lors leur rôle de moteur économique indispensable. 2 % de la croissance sont dus à la politique fiscale de l'Etat. En mars 2002, Zhu Rongji a défendu sa politique fiscale en déclarant que sans le programme d'investissement

---

<sup>80</sup> DARIMONT, BARBARA, *Rechtsgrundlagen der chinesischen Sozialversicherung*, dans : CHINA AKTUELL 09/2003, p. 1115 et voir GIESE, KARSTEN, *Mobilität und Migration in China*, 3. Teil, *Herausforderungen des neuen Jahrhunderts*, dans : CHINA AKTUELL, 07/2002, p. 757.

<sup>81</sup> WACKER, GUDRUN, *Führungswechsel*, p. 11.

<sup>82</sup> DEUTSCHE BANK RESEARCH, *China 2020*, op. cit., p. 9 et suiv.

étatique l'économie chinoise se serait déjà effondrée au cours de la crise asiatique.<sup>83</sup> Un repli de la croissance du PIB pourrait provoquer l'effondrement des recettes publiques et susciter une instabilité politique.

Si, à travers le renforcement de la demande intérieure, la Chine ne parvient pas à créer une croissance autosuffisante, par exemple en augmentant les revenus agricoles, l'Etat aura vite atteint les limites de sa capacité d'endettement.

Les garanties fournies par le gouvernement afin de couvrir les sommes importantes allouées par les banques sous forme de crédits irrécouvrables à des entreprises d'Etat au bord de la faillite constituent une charge supplémentaire pour le budget de l'Etat. Ces crédits sont le plus gros problème des banques. Conformément aux consignes politiques, presque la totalité des crédits attribués par les quatre grandes banques d'Etat vont au secteur public inefficace.<sup>84</sup> A en croire les déclarations officielles émanant des quatre banques d'Etat, le volume des crédits irrécouvrables s'élevait à 24,1 % en mars 2003 mais selon des estimations non officielles il avoisinerait plutôt les 50 %.<sup>85</sup>

En 1999 furent créées quatre sociétés publiques de gestion d'actifs bancaires qui rachetaient aux banques d'Etat des crédits d'un montant global de 170 milliards de dollars US en échange de prises de participation. A ce jour, le taux de recouvrement de ces crédits n'était cependant que de 30 %.<sup>86</sup> Des experts estiment donc qu'à l'issue de la période de liquidation de neuf ans le gouvernement central se verra confronté à des dettes énormes.<sup>87</sup>

Les crédits irrécouvrables ne représentent jusqu'à présent pas de menace directe pour le secteur financier de la Chine, entre autres raisons parce qu'ils sont contrebalancés par la liquidité des épargnants privés. Le taux d'épargne des Chinois compte parmi les plus élevés du monde entier. Fin 2003, les dépôts privés en banque se chiffraient à 1,2 billion d'euros<sup>88</sup> dont 70 % étaient placés auprès des banques d'Etat. Le taux d'épargne en Chine se situe à 40 % mais cela tient en partie au manque de placements alternatifs.<sup>89</sup> Pour le cas où en 2007 cependant, dans le cadre de l'application des accords OMC, des établissements financiers étrangers se rueraient sur le marché et apparaîtraient plus attrayants aux épargnants chinois, cela pourrait bien entraîner une potentielle crise de liquidité des banques d'Etat.

Si l'on considère l'engagement pris en matière de remboursement des crédits irrécouvrables et le coût généré par l'instauration d'un régime de sécurité sociale pour les retraités et chômeurs,

---

<sup>83</sup> HOLBIG, HEIKE, *Gelingt die politische Steuerung*, op. cit., p. 45.

<sup>84</sup> DEUTSCHE BANK RESEARCH, *China 2020*, op. cit., p. 5 et suiv.

<sup>85</sup> CHINA AKTUELL 06/2003, p. 700 et aussi DEUTSCHE BANK RESEARCH, *China 2020*, op. cit., p. 9. Cela correspond à une somme globale de 400 milliards de dollars US. A ce propos cf. également WIRTSCHAFTSWOCHE, op. cit, p. 40. D'après Goldman Sachs, les crédits bidon s'élèveraient à un montant de 600 milliards d'euros.

<sup>86</sup> WACKER, GUDRUN, *Führungswechsel*, op. cit., p. 13.

<sup>87</sup> Seitz, Konrad, *China – eine Weltmacht kehrt zurück*, p. 391.

<sup>88</sup> WIRTSCHAFTSWOCHE, op. cit., p. 40.

<sup>89</sup> HOLBIG, HEIKE, *Gelingt die politische Steuerung*, p. 48.

l'endettement masqué de l'Etat se monte à 100 % du PIB.<sup>90</sup> Voilà tout le dilemme du gouvernement qui peut actuellement fournir des garanties sous forme de réserves en devises d'un montant de 356 milliards de dollars US<sup>91</sup> et d'énormes valeurs d'entreprises. Cette situation délicate pour le gouvernement chinois s'aggrave encore par le phénomène de la corruption qui sera traité dans le paragraphe suivant.

#### 2.1.1.5 Corruption endémique

Le fléau de la corruption est favorisé par les accointances entre vieilles élites politiques et nouvelles élites économiques ainsi que par des distorsions de concurrence dues à des interventions politiques. Ceux qui détiennent le pouvoir politique règnent en même temps sur l'économie. La corruption est le résultat d'un manque de transparence et de réformes économiques et juridiques restées incomplètes.

Le coût économique de la corruption se monte à près de 16 % du PIB.<sup>92</sup> Des estimations font état de 25 milliards de dollars US<sup>93</sup> pour la seule année 2002, par exemple. Corruption et inefficacité économique vont toujours de pair : elle comporte non seulement une réduction des recettes fiscales mais soulève également, de la part des chômeurs, de plus en plus de protestations contre l'incapacité du gouvernement à la combattre.<sup>94</sup> Tout cela finit par saper la légitimité du parti communiste en tant qu'il se définit comme l'unique représentant de la classe ouvrière et paysanne. Le gouvernement a pris la mesure du danger : en 2001 furent condamnées sur l'ensemble du territoire national 175 364 personnes pour des délits de corruption commis aux différents échelons administratifs, parmi eux des membres haut placés dans la hiérarchie du parti comme par exemple 16 fonctionnaires des départements ministériels ou des administrations provinciales.<sup>95</sup>

Les problèmes exposés dans ce chapitre mettent en évidence le cercle vicieux qui – dans un premier temps par la réforme agraire et ensuite par la restructuration encore inachevée des entreprises d'Etat – a fait apparaître au grand jour le sous-emploi masqué dans le secteur public et entraîné une poussée spectaculaire du chômage rural et urbain. Accentué par le « développement à deux vitesses » prôné par Deng, l'écart social entre la ville et la campagne, d'un côté, et entre les provinces occidentales et orientales, de l'autre, n'a cessé de se creuser tout en renforçant l'exode rural. Le coût social du chômage et la pratique – toujours d'actualité – qui consiste à allouer des crédits aux entreprises d'Etat afin de les remettre à flot en tant que gros générateurs d'emplois ont pour effet de grever le budget de l'Etat et de rendre plus précaire

---

<sup>90</sup> DEUTSCHE BANK RESEARCH, *China 2020*, op. cit., p. 9 et suiv.

<sup>91</sup> Situation : automne 2003. Voir WIRTSCHAFTSWOCHE, op. cit., p. 30.

<sup>92</sup> KOLONKO, PETRA, *Wie anders ist die potenzielle Supermacht*, op. cit.

<sup>93</sup> WIRTSCHAFTSWOCHE, op. cit., p. 44.

<sup>94</sup> DEUTSCHE BANK RESEARCH, *China 2020*, op. cit., p. 13.

<sup>95</sup> CHINA AKTUELL 01/2002, p. 17.

encore la situation des banques. Cela étant, il est néanmoins exclu de restructurer plus rapidement les entreprises d'Etat car cela reviendrait à grossir les rangs de l'armée des chômeurs avec, en perspective, une montée de l'instabilité.

« La réponse à la question de savoir pourquoi tout cela n'a pas encore provoqué de révolution réside dans le simple fait que le présent – s'il est loin d'être parfait à bien des égards – est bien meilleur que le passé tumultueux que les Chinois ont derrière eux. Ceux qui, par exemple, ont vécu l'époque de la révolution culturelle ont connu leur lot de désordre et de désolation pour ne plus jamais souhaiter une telle dérive. »<sup>96</sup>

Avant d'en venir aux répercussions que les efforts de réforme déployés à l'intérieur ont sur la politique étrangère, il y a lieu d'analyser la question taïwanaise. Celle-ci est délibérément traitée dans un contexte de politique intérieure étant donné que pour la République populaire Taïwan fait définitivement partie intégrante de la Chine.

Comme résumé intermédiaire on pourrait se poser la question si le régime chinois est en danger ! Aujourd'hui la question reste négative parce que toutes tensions et problèmes ne remettent pas en cause le système de la partie communiste mais essaient d'améliorer leur situation. Donc il faut continuer dans le processus d'appréciation de la situation pour tirer des conséquences sur le futur rôle de la Chine. La prochaine partie de l'exposé traite donc la question qui pourrait désormais mettre en danger tout ce système.<sup>97</sup>

### 2.1.2 La question taïwanaise

*« L'objectif principal de la Chine est la réunification de la Chine continentale avec la Chine insulaire. »*  
**Aymeric Chauprade**<sup>98</sup>

Le talon d'Achille de la politique chinoise – lourd de conséquences, en termes de politique étrangère et de sécurité, pour les relations avec d'autres pays et notamment les Etats-Unis<sup>99</sup> – est la question taïwanaise. Selon Pékin, Taïwan fait partie intégrante du territoire chinois ce que Taïpei persiste à nier. Vu l'étroite imbrication qui lie Taïwan avec l'économie mondiale, cette question mérite une attention particulière de la part des grands partenaires commerciaux de Taïpei dont notamment l'UE. Quant à l'éventualité d'une déclaration d'indépendance unilatérale de Taïwan, la Chine brandit ouvertement la menace d'une frappe préventive pour réintégrer la province renégate dans le giron de l'Etat chinois.

---

<sup>96</sup> EMMOTT, BILL, *Vision 20/21, die Weltordnung des 21. Jahrhunderts*, Fischer Verlag, Francfort-sur-le Main, p. 88.

<sup>97</sup> CABESTAN, JEAN-PIERRE, *de la chine de Jiang Zemin à la chine selon Hu Jintao*, dans : les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, la chine due XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, p. 27.

<sup>98</sup> CHAUPRADE, AYMERIC, professeur au Collège Interarmées de Défense dans son exposé sur la chine, Paris, Amphi Foch, octobre 2005.

<sup>99</sup> GOTTWALD, JÖRN-CARSTEN, *Pragmatischer Realismus, chinesische Außenpolitik zwischen Hegemonialstreben und wirtschaftlichen Zwängen*, Center for East Asian and Pacific Studies, Trèves, 2001, p. 4.

Le dernier incident en date eut lieu le 20 novembre 2003 après la présentation par le président taiwanais en exercice, Chen Shui-Bian, de projets relatifs à une nouvelle constitution et d'une loi susceptible de déboucher sur un référendum concernant le statut de Taïwan.

Comme la majorité des Taïwanais rejette un tel référendum extrêmement provocateur à l'égard de Pékin, les déclarations faites par les deux côtés peuvent être considérées comme de la surenchère politique sur fond de début de campagne électorale en vue des élections présidentielles taiwanaises de mars 2004. Cela prouve néanmoins à quel point les relations sont instables entre les deux riverains du détroit de Taïwan.<sup>100</sup> Vu du côté chinois, ce comportement n'a rien d'« impérialiste » étant donné que Taïwan passe pour une « affaire interne » de la Chine et que sa réintégration mettrait fin, une fois pour toutes, à l'époque historique du démembrement de la Chine. Toute ingérence de l'extérieur et nommément des Etats-Unis – qui depuis les années 50 se considèrent comme la puissance protectrice de Taïwan – est donc perçue comme une atteinte intolérable à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Chine.

Après la victoire des communistes, en 1949, les partisans du Kuomintang (KMT) nationaliste se sont réfugiés sur l'île de Taïwan. L'intervention militaire des Etats-Unis en leur faveur a empêché l'invasion imminente de l'île et le triomphe total des communistes dans la guerre civile chinoise. Dictature réactionnaire au départ, le pays a évolué, au cours des 15 dernières années notamment, vers une démocratie vigoureuse qui se caractérise par une économie forte, une société vivante, un système politique libre et des structures stables. Dans une région où des dictatures ou des démocraties faibles constituent le plus souvent la réalité politique, Taïwan a caractères de modèle pour l'Asie aux yeux des Etats-Unis.<sup>101</sup>

Cela se reflète aussi dans de nombreuses déclarations d'hommes politiques américains, citons à titre d'exemple l'ancien ministre américain des affaires étrangères Colin Powell : "People tend to refer to Taiwan as "The Taiwan Problem". I call Taiwan not a problem, but a success story. Taiwan has become a resilient economy, a vibrant democracy, and a generous contributor to the international community."<sup>102</sup>

Derrière ce réflexe se profile la crainte que l'indépendance de Taïwan puisse encourager des tendances séparatistes en Chine ce qui, dans une réaction en chaîne, pourrait provoquer l'éclatement de l'Etat chinois. A la périphérie de la Chine se trouvent deux autres régions aux aspirations séparatistes, le Xinjiang et le Tibet.<sup>103</sup>

L'avènement de l'administration Bush aux Etats-Unis a, pour l'instant, renforcé la position politique et militaire de Taïwan. En se référant au *Taiwan Relations Act*, Bush fut le premier

---

<sup>100</sup> MAASS, HARALD, *China droht Taiwan offen mit Krieg*, Frankfurter Rundschau, 20.11.2003, p. 6.

<sup>101</sup> GOTTWALD, JÖRN-CARSTEN, *Pragmatischer Realismus*, op. cit., p. 4.; voir aussi : MCCREARY, DOUGLAS, *Crisis Deterrence in the Taiwan Strait*, Strategic Studies Institute, 11/2003, p. 35.

<sup>102</sup> POWELL, COLIN, *Remarks at Asia Society Annual Dinner*, New York City, 10.06.2002, <http://www.state.gov/secretary/rm/2002/10983.htm>.

<sup>103</sup> SHAOCHENG, TANG, *Das Dreiecksverhältnis zwischen den USA, der VR China und Taiwan*, dans : *Aus Politik und Zeitgeschichte*, Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament, Bundeszentrale für politische Bildung, p. 19.

président américain à se déclarer prêt à défendre le territoire taïwanais en cas d'attaque. A la mi-2001 fut conclu le plus gros contrat de défense entre les Etats-Unis et Taïwanet l'on a pu découvrir les premiers pas hésitants pour rompre l'isolement diplomatique du pays. La visite du ministre de la Défense Tang aux Etats-Unis fut le premier contact quasi officiel depuis la rupture des liens diplomatiques en 1979.<sup>104</sup> Les Etats-Unis assuraient à Taïwan la livraison, dans un premier temps, de 12 avions P-3C pour la lutte anti-sous-marine, de quatre destroyers de classe KIDD, de 30 hélicoptères d'attaque Apache AH-64D, de systèmes radar à longue portée et de missiles de type Patriot III ce qui représente le plus important marché d'armement conclu entre les deux pays depuis trente ans.<sup>105</sup>

Vraisemblablement encouragé par ce soutien, le président Chen s'est laissé entraîner à évoquer l'indépendance de Taïwan. Ainsi parlait-il publiquement de deux Etats d'un côté et de l'autre du détroit de Taïwan ainsi que d'un référendum sur la souveraineté<sup>106</sup> tout en tâchant, par des actes symboliques, d'affirmer le statut d'un Etat autonome.

Cheng veut faire figurer la mention « Taïwan » sur les passeports taïwanais. A l'occasion d'une manifestation de masse, le 6 septembre 2003 à Taipei, environ 100 000 personnes exigeaient de remplacer le nom de « République chinoise » par celui de « Taïwan » et de déposer sous ce nom une demande d'adhésion à l'ONU. Cette symbolique revêt une grande importance.<sup>107</sup> D'autre part, il assouplissait, sous la pression d'entrepreneurs taïwanais, un certain nombre de restrictions en termes d'investissement et d'intégration économique de l'île avec la Chine continentale créant par cela même une multitude de nouveaux champs d'activité. Ainsi, les banques peuvent-elles par exemple ouvrir des succursales et les fabricants de puces investir sur le continent. La première grande joint-venture entre deux sociétés pétrolières publiques des deux côtés fut signée le 16 mai.<sup>108</sup>

Les avantages fiscaux et l'immense potentiel du marché chinois attirent le capital taïwanais. En 2001 déjà, 19,6 % des exportations taïwanaises étaient destinées à la Chine. Au premier semestre 2002, la Chine s'est substituée aux Etats-Unis comme débouché le plus important pour les produits en provenance de Taïwan.<sup>109</sup> Résultat de la levée des restrictions opérée par Chen, les seuls investissements officiels ont augmenté de 258 % en 2002, voire davantage dans le domaine de la haute technologie. Les imbrications économiques de plus en plus fortes et la dépendance qui s'accroît du fait des investissements taïwanais en hausse suscitent à Taïwan une grande inquiétude à propos des risques politiques de l'intégration économique. La question se pose cependant si, au fond, le gouvernement pourra inverser cette tendance favorisée par l'économie.

---

<sup>104</sup> CHINA AKTUELL 03/2002, p. 236.

<sup>105</sup> CHINA AKTUELL 06/2002, p. 606 et suiv.

<sup>106</sup> SHAOCHENG, TANG, op. cit., p. 18 et suiv.

<sup>107</sup> CHINA AKTUELL 06/2003, p. 708.

<sup>108</sup> CHINA AKTUELL 05/2002, p. 516, et CHINA AKTUELL 08/2002, p. 872.

<sup>109</sup> CHINA AKTUELL 08/2002, p. 858 et suiv.

Ces éléments constituent pour Pékin autant d'encouragements à multiplier ses efforts pour atteindre rapidement le niveau de CNP requis afin de pouvoir trancher lui-même – conformément aux principes formulés dans sa stratégie de sécurité – la question du « quand et comment » de la réunification sans devoir se laisser prescrire par le monde extérieur si celle-ci aura lieu ou non. Poursuivre résolument cet objectif en misant sur la croissance économique apparaît, ici encore, comme le moyen approprié pour résoudre cette équation. Définie en 1978, la stratégie de réunification non militaire préconisée par la Chine est connue sous la dénomination « un pays, deux systèmes » : En cas de réunification pacifique, Taïwan deviendra une « région administrative spéciale » dotée d'un haut degré d'autonomie et pourra conserver son système économique et social d'inspiration libérale ainsi que ses forces armées. La Chine s'engage à garantir la protection des investissements à l'étranger, la propriété foncière privée, la propriété privée des moyens de production ainsi que les droits successoraux. Pékin n'a de cesse de souligner que les droits reconnus à Taïwan en cas de réunification dépasseraient de loin le statut d'autonomie accordé à Hongkong en 1997.<sup>110</sup>

Pour Taïwan, l'importance économique de la Chine ne cesse de croître. Depuis l'entrée de Taïwan dans l'OMC, qui date également de 2001, le volume des échanges avec la Chine a encore augmenté<sup>111</sup> ce qui renforce sa dépendance vis-à-vis du continent<sup>112</sup> et nourrit la crainte, chez les dirigeants à Taïpei, que la propre souveraineté puisse être emportée par les flux commerciaux. En matière de Taïwan, Pékin aussi semble aujourd'hui persuadé que les choses évoluent dans son sens, et ceci aussi bien sur les plans politique, économique et militaire. Les entrepreneurs taïwanais sont non seulement attirés par les débouchés mais aussi par les sites de production de la Chine avec leur coût de main-d'œuvre relativement bas. Cette tendance a pour effet d'augmenter la dépendance des groupes taïwanais, les investissements taïwanais étant aujourd'hui estimés à un volume de plus de 60 milliards de dollars US. Cette évolution ne laisse pas de préoccuper le gouvernement à Taïpei vu que son économie nationale traverse actuellement une période de faiblesse. Compte tenu de la montée du chômage, la délocalisation d'industries à forte intensité de main-d'œuvre est donc vue d'un mauvais œil à Taïwan. D'autre part, les entrepreneurs pressent les dirigeants politiques de lever les barrières faisant obstacle au commerce avec la Chine et aux investissements réalisés sur le continent.<sup>113</sup>

Par conséquent, il continue à insister sur le *principe de la Chine unique*. Quant à une éventuelle déclaration d'indépendance de Taïwan, la Chine n'est pas prête à faire des concessions. Dans le livre blanc de la défense, elle confirme sa volonté de recourir à la force dans cette hypothèse.

---

<sup>110</sup> WEGGEL, OSKAR, op. cit., p. 703.

<sup>111</sup> Le commerce bilatéral avec la Chine est florissant en dépit des querelles politiques. L'excédent des exportations taïwanaises se montait à environ 25 milliards de dollars US en 2002 (+38 % par rapport à 2001). Voir SHAOCHENG, TANG, op. cit., p. 19.

<sup>112</sup> Schneppen, Anne, Mühsame Balance, p. 5.

<sup>113</sup> KREFT, HEINRICH, *Die USA und China: Beginn einer neuen Partnerschaft*, dans : CHINA AKTUELL 04/2003, p. 463.

Toutes les tentatives de l'ONU de changer le statut sur Taïwan étaient et vont être bloquées. On pourrait se poser la question si la Chine est prête pour un conflit ouvert. Une explication souvent citée pour le comportement des Chinois est celle que la Chine voulait cacher une certaine impuissance sur le plan militaire. Le facteur temps encore une fois est utilisé pour renouveler et restructurer les forces de l'armée populaire chinoise.<sup>114</sup>

Pour ce qui est de la question des trois liaisons directes (commerce, poste et transports)<sup>115</sup> la Chine a fait un pas vers Taïwan dans la mesure où elle n'insistait plus sur la reconnaissance par celui-ci de la politique de la Chine unique comme préalable à la mise en place des liaisons concernées. Ces dernières peuvent contribuer à la détente et avoir un effet stabilisateur. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, il existe les « trois liaisons directes » entre la Chine continentale et quelques îles adjacentes. Le 26 janvier 2003, un avion de ligne taïwanais a atterri pour la première fois à Shanghai. Dans le même temps, la Chine continue cependant à rétrécir la marge de manœuvre dont dispose Taïwan en politique extérieure en empêchant sa participation aux organisations internationales. Depuis que Nauru – Etat minuscule du Pacifique – a établi en juillet des relations diplomatiques avec la Chine, le nombre des pays alliés de Taïwan s'est réduit à 27.<sup>116</sup>

La question taïwanaise se trouve au cœur des projets d'armement de la Chine.<sup>117</sup>

Actuellement « île porte-avions » des Etats-Unis, Taïwan reste pour la Chine d'un intérêt vital. S'il reste « indépendant », il lui bloque l'accès à la mer en ôtant la crédibilité à toute tentative de mise en œuvre des moyens navals chinois. Cela étant, la Chine vraisemblablement ne s'exposera pas au risque d'une intervention militaire pour ramener Taïwan dans le giron de la République populaire, mais tentera d'acquiescer au fur et à mesure cette position de force chère à ses stratégies et lui permettant de résoudre le problème taïwanais à sa manière.

---

<sup>114</sup> BRISSET, JEAN-VINCENT, *la Chine puissante encerclée*, dans : les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, la Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, p. 65.

Nota : La thèse « encerclement stratégique » est expliquée par : DUCHATEL, MATHIEU, *escalade sous contrôle dans le détroit de Taïwan*, dans : les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, la Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, p. 67 - 71.

<sup>115</sup> Voir CHINA AKTUELL 01/2003, p. 31.

<sup>116</sup> Voir SANS AUTEUR, *Diplomatie unter der Tarnkappe*, dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung, no. 256 du 23.10.2002.

<sup>117</sup> "Preparing for a potential conflict in the Taiwan Strait is the primary driver for China's military modernization." PENTAGON REPORT TO CONGRESS, *Annual Report on The Military Power of the People's Republic of China*, Washington, 28.07.2003, p. 18.

## 2.2 Les défis de la politique extérieure

### 2.2.1 La position adoptée à l'égard des Etats-Unis

La politique extérieure de la Chine est marquée par les sentiments ambigus qu'elle nourrit envers les Etats-Unis. Même si, aux yeux de la Chine, l'Union européenne avec ses pays membres et la Russie constituent également des acteurs importants, les rapports qu'elle entretient avec celles-ci n'ont pas l'importance, tant s'en faut, des relations sino-américaines.<sup>118</sup> Ces derniers sont sans conteste la nation qui exerce son leadership sur la planète, la seule méritant actuellement à juste titre le qualificatif de « superpuissance »<sup>119</sup>. En principe, cette réalité est également reconnue comme telle par la Chine, les Etats-Unis occupant, du moins à l'heure actuelle, dans toutes les analyses de CNP de loin la première place.<sup>120</sup> L'objectif stratégique consiste néanmoins à briser justement cette prédominance et à se situer « dans un rapport d'égal à égal » avec les Etats-Unis. Les motifs de ce sentiment de concurrence exacerbé par rapport aux Etats-Unis résident d'une part dans le fait que dans la triade stratégique formée du temps de la guerre froide par les Etats-Unis, l'URSS et la Chine, cette dernière, à cause du retard accumulé sur le plan militaire, constituait le maillon faible et n'avait que très peu d'influence sur le cours de l'histoire.<sup>121</sup> D'autre part, la Chine, depuis l'effondrement de l'Union soviétique, reste hantée par le cauchemar d'être dorénavant perçue comme l'adversaire principal par la seule superpuissance restée en lice. Le soupçon selon lequel Washington, après l'« élimination » de l'empire soviétique, pourrait s'aviser d'écarter l'autre grand ennemi idéologique détermine clairement l'attitude généralement adoptée par les Chinois face aux Etats-Unis.<sup>122</sup> Que les Etats-Unis soient en train d'enrayer l'ascension de la Chine est une opinion largement répandue parmi les politiques et stratèges chinois. La perception de la menace repose notamment sur des considérations relatives à la politique taïwanaise des Etats-

---

<sup>118</sup> A propos de la relation sino-russe voir WACKER, GUDRUN, *Chinesisch-russische Beziehungen*, op. cit., et de la relation sino-européenne HEBERER, THOMAS, *China's Domestic Development, China-EU relationship, and EU-China Policies*, dans : HEBERER, THOMAS, TAUBE, MARKUS, *China, the European Union and the United States of America : Partner or Competitors ?*, Augsburger Arbeitspapiere Ostasienwissenschaften, no. 45, 07/2002.

<sup>119</sup> Selon la définition retenue en science politique, une superpuissance remplit les critères suivants :

- puissance économique sans commune mesure,
- grandes ressources humaines ayant la faculté de façonner l'économie et la société,
- puissance militaire sans commune mesure,
- système politique disposant d'une capacité d'action autonome,
- consensus politique autour d'un principe d'ordre mondial,
- capacité de maintien de l'ordre et de leadership dans un contexte régional.

Source : SCHWIEBERT, HORST, AG 24 Globalisierung, [http://www.uni-ulm.de/uni/fak/zawiw/HA98/teilnb\\_24.html](http://www.uni-ulm.de/uni/fak/zawiw/HA98/teilnb_24.html), p. 1 et suiv.

<sup>120</sup> Voir aussi ANNEX C.

<sup>121</sup> ZHANG, TIEJUN, op. cit., p. 83.

<sup>122</sup> Gu, Xuewu, *China und der Westen, wo liegen eigentlich die Probleme?*, dans : Spillmann, Kurt R. und WENGER, ANDREAS: *Zeitgeschichtliche Hintergründe aktueller Konflikte VIII*, Züricher Beiträge zur Sicherheitspolitik und Konfliktforschung Nr. 60, Forschungsstelle für Sicherheitspolitik und Konfliktanalyse, ETH, Zürich, Zürich 2001, p. 143

Unis. Depuis la prise de fonctions du président américain George W. Bush les relations entre Washington et Taïpei se sont énormément développées. Bush s'est déclaré prêt à aider Taïpei à se défendre (« *whatever it takes* »). Ainsi, son administration a-t-elle approuvé dans le cadre du *Taiwan Relations Act* – accord américano-taïwanais qui remonte déjà à 1979 et garantit l'intégrité du territoire taïwanais – l'exportation de matériels d'armement hypersophistiqués d'un volume de 4 milliards de dollars US.<sup>123</sup>

Le projet des Etats-Unis de mise en place d'une défense antimissile et leur présence militaire en Asie centrale qui va en croissant.<sup>124</sup> Cette peur est alimentée par des déclarations émanant de dirigeants politiques américains tels que Condoleezza Rice, à l'époque conseillère à la sécurité nationale :

*“...China is not a "status quo" power but one that would like to alter Asia's balance of power in its own favor. That alone makes it a strategic competitor, not the "strategic partner" the Clinton administration once called it.”*<sup>125</sup>

Parue en automne 2002, la *US Nuclear Posture Review* vient apparemment confirmer cette vision chinoise étant donné que les Etats-Unis n'y excluent pas de recourir à l'arme nucléaire en cas de conflit militaire dans le détroit de Taïwan. Bon nombre d'experts s'accordent à dire que l'emploi d'une arme nucléaire tactique, si restreint soit-il, provoquerait à coup sûr une contre-attaque nucléaire de la Chine. La plupart des experts militaires chinois préconisent une réponse mesurée au défi lancé par les Américains :

- porter le nombre de missiles intercontinentaux à 100 au maximum et les installer en priorité sur des plates-formes mobiles afin de réduire leur vulnérabilité ;
- utiliser des têtes multiples (étant précisé que la version chinoise prévoit une tête explosive assortie de plusieurs leurres) ;
- développer des contre-mesures propres à réduire nettement l'efficacité d'un système antimissile.<sup>126</sup>

Il faut également considérer dans ce contexte les projets de l'administration américaine portant sur le développement d'un système antimissile au niveau national ou régional. La mise en place d'un tel système suscite chez la Chine de profondes inquiétudes au sujet de la crédibilité de sa doctrine nucléaire qui repose jusqu'à présent sur le principe de la « dissuasion minimale ». La

---

<sup>123</sup> Voir HALLORAN, RICHARD, *Taiwan, in Parameters*, US Army War College Quarterly, vol. XXXIII, no 1, printemps 2003, p. 30.

<sup>124</sup> GU, XUEWU, *China und die Großmächte: Gegenseitige Wahrnehmungen am Beginn des 21. Jahrhunderts*, dans : ERICH REITER (éd.): *Jahrbuch für internationale Sicherheitspolitik 2002*, vol. 2., Verlag E.S. Mittler, Hambourg, 2002, p. 82.

<sup>125</sup> RICE, CONDOLEEZZA, *Campaign 2000, Promoting the National Interest*, dans : *Foreign Affairs*, vol. 79, no. 1, janvier/février 2000, p. 8.

<sup>126</sup> TOMPKINS, JOANNE, *How U.S. strategic policy is changing China's nuclear plans*, dans : *Arms Control Today*, vol. 33, no. 1, janvier/février 2003, Arms Control Association, p. 13.

Chine possède environ 20-30 missiles intercontinentaux dotés d'ogives nucléaires. Ce potentiel nucléaire est censé servir à des fins purement défensives, dans le cadre exclusif d'une frappe effectuée en représailles. Selon la doctrine chinoise, l'emploi de cet arsenal relativement petit de missiles – actuellement encore logés en silos – s'avère le plus efficace contre des villes ce qui devrait notamment dissuader les Etats-Unis d'une frappe en premier dirigée contre le territoire de la Chine.<sup>127</sup> Son arsenal relativement petit d'armes stratégiques devrait suffire pour décourager un agresseur potentiel d'une attaque nucléaire. Le déploiement d'un bouclier antimissile au niveau national et / ou régional fait redouter à Pékin la neutralisation complète de ses armes stratégiques avec pour conséquence que le pays pourrait être à tout moment exposé à un chantage tant politique que militaire.<sup>128</sup> Sous des aspects stratégiques, cette évolution est contre-productive pour la Chine et par ailleurs nullement acceptable. Elle recherche donc des moyens d'affronter ce défi sans se laisser pour autant entraîner dans une course aux armements stratégiques avec les Etats-Unis.

Publié le 9 décembre 2002, le dernier livre blanc « Défense du territoire national de la Chine » qui traite de l'ensemble des questions liées à la défense nationale vient confirmer cette vision. On y précise que la Chine maintiendra « le volume de son arsenal nucléaire au niveau minimum nécessaire pour assurer son autodéfense » ce qui peut très bien aussi signifier un accroissement de l'arsenal dans le sens évoqué ci-dessus.<sup>129</sup>

Car des experts chinois en sécurité prêtent à Washington l'intention « d'entraîner la Chine – en stimulant sa fierté nationale – dans une course aux armements sans pareille afin de détourner Pékin de sa mission stratégique essentielle de construction économique et d'user ainsi les forces de l'Etat chinois ». <sup>130</sup> Un tel scénario risquerait de gaspiller de précieuses ressources nécessaires à une croissance économique continue ce qui est finalement en contradiction avec l'objectif stratégique. Il faut s'attendre à ce que Pékin mette tout en œuvre pour que l'économie poursuive son essor fulgurant sans pour autant perdre de vue la modernisation / le réarmement indispensable de l'Armée de libération du peuple (ALP). Reposant encore en grande partie sur des matériels soviétiques développés dans les années 60, l'équipement des forces armées chinoises est techniquement largement obsolète. Des experts militaires estiment que par des transferts de technologie le retard accumulé en la matière par rapport aux puissances occidentales pourrait se réduire à deux ou trois décennies seulement ce qui permet au moins de jeter les bases d'une projection de puissance régionale.

---

<sup>127</sup> Voir id., op. cit., p. 11.

<sup>128</sup> GU, XUEWU, *China und die Großmächte*, op. cit., p. 85.

<sup>129</sup> TOMPKINS, JOANNE, op. cit., p. 15. Voir aussi dernier livre blanc: STAATSRAT DER VOLKSREPUBLIK CHINA, *Weißbuch Chinas Landesverteidigung 2002*, Kapitel VII: Rüstungskontrolle und Abrüstung, Pékin, décembre 2002, <http://www.china.org.cn/de-books/guofang/7.htm>, p. 1.

<sup>130</sup> ZHAOZHONG ZHANG, „NMD Shi Yishi Sanniao de Daxianjing [Drei Vögel mit einem Stein schlagen: NMD ist eine große Falle]“, Dagong Bao (31.01.2001), cité d'après GU, XUEWU, *China und der Westen*, op. cit., p. 155.

D'après des informations recueillies par le ministère américain de la Défense, le budget de la Défense se situe – contrairement aux chiffres officiels – aux alentours de 65 milliards de dollars US. A l'échelle globale, la Chine se hisse ainsi au deuxième rang derrière les Etats-Unis pour ce qui concerne les dépenses militaires et est devenue depuis l'an 2000 le premier importateur d'armes (dont 90 % en provenance de la Russie) du monde. Dans la seule année 2002 furent conclus des contrats de défense d'une valeur d'environ cinq milliards de dollars US qui portaient en premier lieu sur des systèmes d'armes modernes destinés à l'armée de l'air et à la marine.<sup>131</sup>

En chiffres absolus, les sommes dépensées par la Chine pour se doter de matériels de guerre modernes sont, bien entendu, énormes. Le budget de la défense augmente deux fois plus vite que les dépenses globales afin de s'adapter, aux dires du ministre des Finances Xiang Huaicheng, « aux changements de la situation internationale ». Les 20,3 milliards d'euros signalés pour 2002 ne constituent qu'une partie des dépenses militaires, le reste étant dissimulé dans d'autres budgets. Ce faisant, il s'en tiendra cependant à l'économiquement faisable et utile afin d'exclure tout risque potentiel de collapsus économique.

Dans les années 70, l'armée populaire chinoise comprenait 4,5 millions soldats. Les chiffres officiels ont significativement changés. En 2005 la Chine réclame d'avoir une armée de 2,5 millions soldats. Donc restructuration et modernisation sont deux réalités qui ajoutent avec 2 millions soldats sur le marché public exercent entre autre un fort pression sur le marché civil. Ces forces sont estimés d'être « opérationnel » en 2020.<sup>132</sup>

La politique menée par les Etats-Unis en Asie centrale, qui tendent à y renforcer leur présence militaire, constitue un autre obstacle pour ce qui concerne la réalisation de l'objectif stratégique de la Chine de devenir un « *global player* » traité sur un pied d'égalité. Depuis des années, la Chine reproche aux Etats-Unis de se comporter en Asie comme puissance hégémonique<sup>133</sup> et d'y poursuivre une politique contraire aux intérêts chinois. Cette impression de Pékin s'est renforcée notamment depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001.

Après le 11 septembre 2001, les Etats-Unis – en l'espace de quelques semaines – ont installé des bases militaires en Afghanistan, au Pakistan et dans toutes les républiques d'Asie centrale, intensifié leur coopération militaire avec le Japon et Taïwan et laissé entrevoir à l'Inde la

---

<sup>131</sup> TAUBE, MARKUS, op. cit., p. 33. et FINANCIAL TIMES DEUTSCHLAND, *China erhöht Militärausgaben*, 06.03.2005, et aussi: UMBACH, FRANK, *Militärstrategische Entwicklungen in China*, dans : Zeitschrift für internationale Politik, 58e année, (2003), p. 25 et suiv.

<sup>132</sup> SWAINE, MICHAEL D., TELLIS, ASHLEY J., op. cit., chapitre 2, p. 21 et suiv.

<sup>133</sup> Nota : Les politologues allemands définissent l'hégémonie comme « un rapport de domination s'inscrivant dans la durée entre un Etat (hégémon) et un ou plusieurs autres Etats (pays vassaux). Les caractéristiques principales d'une puissance hégémonique sont les ressources (surtout militaires), la volonté, la stratégie et le caractère de modèle. L'hégémonie a pour finalité de constituer un rempart contre les influences exercées par des puissances tierces (fonction défensive) et de rassembler les forces face au monde extérieur. A ce propos voir plus en détail : JAKOBS / SCHMITZ, *Grundbegriffe der Balance of Power : Anarchie, Macht, Hegemonie, Seminar für Politische Wissenschaft*, Université de Cologne, semestre d'été 2001, <http://www.politik.univ-koeln.de/jaeger/arbeiten/seminar/ss2001/jacobs/schmitz.pdf>, p. 7 et suiv.

perspective d'une coopération en ce sens. En 2002, l'encerclement de la Chine par des alliés et partenaires militaires américains était bouclé avec l'ouverture d'un « deuxième front » en Asie du Sud-Est. Simultanément s'est opéré un spectaculaire rapprochement russo-américain.<sup>134</sup>

Quand bien même la Chine, immédiatement après les attentats, s'est laissé enrôler par les Etats-Unis dans la coalition contre le terrorisme (Soutien de la position américaine au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, ouverture d'un bureau du FBI à Pékin en octobre 2002.)<sup>135</sup>, leur forte présence militaire à long terme en Asie centrale contrarie beaucoup les stratèges chinois. En effet, cette région située entre la Russie et la Chine est considérée par Pékin comme « zone tampon souple » où les Etats-Unis n'ont rien à faire. Dans cette optique, le changement de régime en Afghanistan n'est pas perçu comme un événement singulier – relativement anodin – qui se produit dans un petit pays voisin, mais comme le point de départ d'un nouveau positionnement géopolitique des Etats-Unis en Asie. Sur le plan stratégique, la Chine se voit ainsi soudain confrontée, dans ses régions frontalières du Nord-Ouest, à un nouvel antagoniste en Asie de l'Est. La région d'autonomie ouïgoure de Xinjiang, où se trouvent les sites de développement d'armes nucléaires de la Chine et des gisements pétrolifères d'importance stratégique, est désormais à la portée des avions de combat américains.<sup>136</sup>

La supériorité technologique et tactico-opérationnelle dont les forces armées américaines ont su faire preuve en Afghanistan et en Irak ne fait que renforcer l'opposition chinoise à toute intervention militaire menée par les Etats-Unis dans la région. Derrière ce refus se profile la crainte qu'une telle opération puisse se diriger un jour contre la Chine elle-même.

Une crainte qui se nourrit également de la *National Security Strategy* (NSS) des Etats-Unis laquelle prévoit expressément de mener des actions préemptives contre les Etats s'opposant aux intérêts sécuritaires des Etats-Unis. Ce que le côté chinois oublie volontiers, en l'occurrence, c'est qu'il y est essentiellement question des Etats parrainant le terrorisme international. La participation de la Chine à la lutte contre le terrorisme international, en revanche, est explicitement mentionnée dans la NSS : „The United States seeks a constructive relationship with a changing China. We already cooperate well where our interests overlap, including the current war on terrorism and in promoting stability on the Korean peninsula.”<sup>137</sup>

S'y ajoute que l'intérêt porté par l'Amérique à l'Asie centrale peut également avoir des répercussions sur la sécurité de l'approvisionnement énergétique chinois à long terme. Dans la

---

<sup>134</sup> Voir MÖLLER, KAY, *China, strategische Zielsetzung*, op. cit., p. 75. De surcroît, les Etats-Unis continuent à dominer les mers de l'Est asiatique en s'appuyant sur leurs forces navales qui maintiennent sous leur étroit contrôle les voies maritimes des îles Aléoutiennes aux archipels des Philippines. Voir GU, XUEWU, *China und der Westen*, op. cit., p. 149.

<sup>135</sup> Voir GAREIS, DR. SVEN BERNHARD, *Neue Köpfe, China nach dem Führungswechsel*, dans : *Information für die Truppe, Streitkräfteamt, Informations- und Medienzentrale der Bundeswehr*, I/2003, p. 38.

<sup>136</sup> GU, XUEWU, *China und die Großmächte*, op. cit., p. 86 et suiv.

<sup>137</sup> SZONYI, MICHAEL, op. cit., p. 4. Pour la position américaine voir: BUSH, GEORGE W., *The National Security Strategy of the United States of America*, Washington, septembre 2002, p. 27.

perception chinoise, l'environnement stratégique de la Chine s'est donc dégradé après les événements du 11 septembre 2001.<sup>138</sup>

La Chine exige de plus à trouver une autre option pour mieux se placer dans la question « l'accès au mer » en commençant la coopération avec l'Inde pour obtenir une implication majeure à l'océan indien.<sup>139</sup>

L'ambivalence des relations avec les Etats-Unis trouve son origine dans la politique économique. Si elle veut poursuivre son progrès économique, les Etats-Unis revêtent pour la Chine une importance de tout premier plan. Ceux-ci représentent non seulement le marché le plus important pour la Chine<sup>140</sup>, mais sont aussi le plus gros investisseur et son premier partenaire en matière technologique. Compte tenu de ce réseau d'interdépendances économiques, il convient d'attacher – en dépit des problèmes cités – une importance particulière au maintien de bonnes relations avec les Etats-Unis, notamment sous des aspects stratégiques.<sup>141</sup> Cet ambivalence explique pourquoi la Chine renforce les liaisons économiques avec l'Europe. Selon la théorie : « l'ennemi de mon ennemi et mon ami », la Chine favorise un Europe fort pour faire face au seul pôle superpuissant, les Etats-Unis.<sup>142</sup>

### 2.2.2 Le futur rôle en Asie – position hégémonique ou partenaire ?

Historiquement parlant, il existait de tous temps des rapports hiérarchiques entre l'Etat central chinois et les régions situées à la périphérie sous forme d'un système tributaire. Les pays limitrophes devaient reconnaître la supériorité politique et socioculturelle de l'Etat chinois en faisant allégeance et en adaptant leur système politique en conséquence ce qui consacrait l'« empire du Milieu » aux yeux des autres membres de la famille des peuples de l'Est asiatique comme instance d'autorité. En contrepartie, la Chine accordait à ses voisins un statut économique et militaire les protégeant contre des menaces intérieures et extérieures. Cela correspond à la conception confucéenne d'après laquelle dans la grande majorité des relations extérieures on peut se passer de l'exercice du pouvoir. Une nation qui suit le Tao, c'est-à-dire la « bonne route », accomplit sa mission à travers son exemplarité.<sup>143</sup>

---

<sup>138</sup> Pour une analyse détaillée – bien que du point de vue américain – des pertes stratégiques, chocs et revers essuyés par la Chine à la suite des attentats du 11 septembre : MALIK, MOHAN, *Dragon on terrorism: assessing Chinas tactical gains and strategic lossess post September 11*, Strategic Studies Institute, Carlisle, 10/2002, pp. 23-46.

<sup>139</sup> BOUCHET-ORPHELIN, CATHARINE, LAMBALLE, ALAIN, GENERAL, *les relations de la chine avec l'Asie du Sud*, dans : les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, la chine due XXIe siècle, Paris, 2005, p. 57.

<sup>140</sup> Aux Etats-Unis, les importations en provenance de la Chine ont plus qu'octuplé depuis 1989 pour atteindre un volume de 125 milliards de dollars US en 2002. Voir SANS AUTEUR, *Handel mit China nutzt den Amerikanern*, dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung, no. 236, du 11.10.2003, p. 14.

<sup>141</sup> HEYRAUD, HENRI, GENERAL : *Rapports sino-américains*, dans : les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, la chine due XXIe siècle, Paris, 2005, p. 98.

<sup>142</sup> NIQUET, VALERIE, op. cit., p. 19.

<sup>143</sup> ZHANG, TIEJUN: op. cit., p. 76 et suiv. Voir également WEGGEL, OSKAR, *Chinas Außenpolitik*, p. 715.

Déjà à l'époque de la Chine ancienne, ce principe hiérarchique ne fut pas interprété comme système hégémonique et ainsi Pékin ne se conçoit pas comme une puissance ayant des visées hégémoniques à moyen et à long terme en Asie. Après des décennies d'isolement auto-imposé sous Mao Ze-dong les dirigeants chinois ont compris que l'objectif stratégique ne pourra être atteint qu'à travers une ouverture vers l'extérieur. Cette ouverture s'effectue cependant aux conditions de la Chine ancienne tout en restant fidèle au calcul stratégique qui, lui aussi, remonte à cette époque. A ce propos, l'image que la Chine cultive d'elle-même – celle d'un Etat supérieur en raison de son étendue territoriale et de sa grandeur historique – continue à jouer un rôle clé. Vient s'y ajouter son poids économique qui va en croissant et assigne à l'« empire du Milieu », de retour en force sur la scène internationale, le rôle de leader en Asie. « Le développement économique de la Chine est indissolublement lié au développement économique de la région asiatique dans son ensemble tout comme par ailleurs la prospérité de l'Asie dépend dans une large mesure de la contribution de la Chine. »<sup>144</sup>

Comme l'une des facettes de cette stratégie consiste à repousser l'influence américaine en Asie, il s'agit, d'après la définition allemande (voir note 71), bel et bien d'un comportement hégémonique.

La Chine se montre aujourd'hui constructive et pragmatique dans ses rapports avec les pays de la région et cherche à élargir son influence à coups d'accords solides, conclus au niveau bi- ou multilatéral. Pékin a construit – entre autres en Birmanie, au Laos et au Cambodge – des réseaux de télécommunication, des centrales électriques, des ports, des routes et autoroutes ainsi que des aéroports et acquis des concessions minières. Au Kazakhstan il fit réaliser un forage pétrolier d'un coût de plusieurs milliards, en Mongolie il a investi dans le commerce du cachemire, au Népal il a soutenu l'industrie du tourisme de même que le commerce de la pêche aux îles du Pacifique du Sud.<sup>145</sup> Cette attitude se reflète le plus clairement dans le projet de zone de libre-échange avec les pays de l'ASEAN<sup>146</sup> et dans l'Organisation de Shanghai pour la Coopération (SCO<sup>147</sup>).

Dans les années à venir, la Chine et les pays de l'ASEAN veulent créer la plus vaste zone de libre-échange au monde. D'ici 2012 devra naître un espace économique d'environ 1,7 milliard de personnes avec un produit national brut cumulé prévu de jusqu'à deux billions de dollars US

---

<sup>144</sup> ZHU RONGJI, *Eine bessere Zukunft*, dans : BRAHM, LAURENCE J., op. cit., p. XIX.

<sup>145</sup> Voir MALIK, MOHAN, *The China Factor in the India-Pakistan Conflict*, dans : Parameters, US Army War College Quarterly, vol. XXXIII, no. 1, printemps 2003, p. 38.

<sup>146</sup> ASEAN – Association of South East Asian Nations (10 membres: Birmanie / Myanmar, Thaïlande, Laos, Cambodge, Vietnam, Malaisie, Indonésie, Philippines, Brunei, Singapour). Fondée en 1967 comme alliance militaire et rempart contre le communisme, l'association n'est plus qu'une organisation économique aujourd'hui. Voir HEIN, CHRISTOPH, *Der asiatische Handel soll ein neues Gesicht bekommen*, dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung, no. 262, du 11.12.2002, p. 16 et aussi: BOUCHET-ORPHELIN, CATHARINE, LAMBALLE, ALAIN, GENERAL, op. cit., p. 58 et suiv.

<sup>147</sup> SCO – Shanghai Cooperation Organization (6 membres : Chine, Russie, Kazakhstan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Kirghizistan).

et un volume d'échanges de 1,23 billion de dollars US.<sup>148</sup> Le moment est judicieusement choisi par Pékin car les pays de l'ASEAN sont affaiblis par la crise économique qui perdure depuis 1997, par les dissensions au sein de l'organisation et par la montée du terrorisme. Aussi faible qu'est finalement l'ASEAN, aussi forte apparaît la Chine. A travers le pacte de libre-échange, elle recouvre le rôle qui était le sien depuis des siècles dans le système tributaire de la région. Pékin récompense ceux qui lui apportent leur soutien politique en leur permettant de commercer avec lui. L'influence de la croissance chinoise sur les pays de la région n'est pas en soi négative comme beaucoup le redoutaient en amont de l'adhésion à l'OMC. L'accroissement inévitable des importations chinoises offre des chances multiples aux exportateurs régionaux. Ainsi, la Chine est déjà devenue le deuxième marché pour les produits électroniques en provenance des pays de l'ASEAN, par exemple 45 % des micro-ordinateurs fabriqués dans la région asiatique sont vendus en Chine. Dans sa balance commerciale avec les pays de l'ASEAN la Chine enregistre depuis 1998 un déficit en hausse (en 2002 : huit milliards de dollars US pour un volume global de 55 milliards). De même, d'une analyse des flux d'IDE il ressort que le pouvoir de séduction de la Chine ne porte pas nécessairement préjudice aux autres pays de la région. La part d'IDE des pays de l'ASEAN est restée grosso modo constante, ce qui s'explique notamment par l'importance des investissements chinois dans la région. Ainsi, le groupe d'électroménager Haier gère d'ores et déjà des sites de production en Indonésie, aux Philippines et en Malaisie.<sup>149</sup> Parallèlement, la Chine cherche par des accords économiques à endiguer l'influence des Etats-Unis dans la région afin de briser l'« encerclement » militaire en mettant en œuvre des « contre-mesures » économiques.

La SCO est la première organisation régionale de sécurité remontant à une initiative chinoise. L'objectif de cette organisation créée en juin 2001 est la lutte commune contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme religieux. D'un côté, elle est censée constituer un contrepoids à l'influence américaine dans la région. De l'autre, ses Etats membres possèdent d'importants gisements de pétrole et de gaz ce qui est d'une grande importance stratégique pour la Chine. Outre la mise en valeur de nouvelles sources d'énergie qui constituent la base pour la pérennité de la croissance économique, il convient également d'assurer le transport sûr des matières premières. Jusqu'à présent, Pékin doit acheminer une grande partie de ses besoins en énergie par voie maritime depuis l'étranger. Un conflit dans le détroit de Taïwan compromettrait sérieusement ses voies d'approvisionnement. Par l'exploitation des gisements en Asie centrale à travers un oléoduc, il pourrait préserver durablement son talon d'Achille.<sup>150</sup> Le 11 septembre a cependant mis en évidence qu'il existe encore de très grosses différences entre la Chine, la

---

<sup>148</sup> Voir SANS AUTEUR, *China und Südostasien rücken zusammen*, dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung, no. 257, du 05.11.2005, p. 9.

<sup>149</sup> FRIEDRICH, DR. STEFAN, op. cit., p. 7 et suiv.

<sup>150</sup> SHAOCHENG, TANG, op. cit., p. 20.

Russie et les Etats d'Asie centrale quant au traitement de la menace terroriste<sup>151</sup> ce qui a nettement affaibli l'organisation.

Incapable de s'accorder sur des mesures concrètes, l'organisation s'en tenait à une brève déclaration commune de ses premiers ministres : on condamnait les attentats terroristes tout en soulignant la nécessité « de prendre en étroite concertation avec la communauté des nations et les organisations internationales des mesures efficaces pour conjurer la menace globale du terrorisme et de mener à cet effet un combat sans merci. »

A moyen et à long terme, la « mainmise » rapide des Etats-Unis sur la région peut déboucher sur une rivalité entre les Etats-Unis et la Chine pour l'accès aux ressources avec des répercussions en termes de stabilité sur toute l'Asie. En outre, il y a deux concurrents régionaux – nommément l'Inde et le Japon – qui, pour des raisons évidentes de rapport de force et d'approvisionnement énergétique, ne sont pas prêts non plus à accepter sans broncher une suprématie chinoise en Asie.<sup>152</sup>

La Chine et l'Inde sont deux nations qui aspirent parallèlement au statut de grande puissance en Asie et dont les relations restent marquées par la méfiance et la rivalité. Ainsi, le Premier ministre indien Vajpayee a-t-il affirmé, dans une lettre adressée au président des Etats-Unis Clinton, que le test nucléaire « Pokhran II » – réalisé par l'Inde en 1998 – avait été motivé par la « Chine ». <sup>153</sup> Ce que la Chine craint par-dessus tout depuis le 11 septembre 2001 n'est pas tant une grande puissance militaire indienne en tant que telle, mais une Inde accédée au statut de grande puissance et alliée des Etats-Unis. Le cauchemar de Pékin serait de voir l'Inde participer à cette stratégie d'encerclement que les Etats-Unis sont soupçonnés de mettre en œuvre contre la Chine. Cette thèse du gouvernement chinois est corroborée par des faits inquiétants à ses yeux : réalisation du premier exercice militaire indo-américain aux Etats-Unis depuis 1963, patrouilles maritimes menées en commun dans le détroit de Malacca, première livraison d'armes des Etats-Unis aux forces armées indiennes depuis 1965. En matière de politique d'armement, l'Inde est ainsi le premier pays à entretenir des liens étroits avec deux grandes puissances militaires – les Etats-Unis et la Russie.<sup>154</sup>

Ces craintes se trouvent encore renforcées par l'annonce faite en mai 2002 par le premier ministre japonais Koizumi d'approfondir la coopération de sécurité avec l'Inde.<sup>155</sup> A la différence de l'Inde, le Japon – du moins sur le plan économique – est déjà une grande puissance bien réelle qui voit justement son statut mis à mal par l'ascension de la Chine. L'attitude de la Chine face au Japon obéit à deux objectifs de principe : d'une part, empêcher à

---

<sup>151</sup> WACKER, GUDRUN, *Führungswechsel*, op. cit., p. 31 et suiv.

<sup>152</sup> ANNEX A montre les cycles hégémonistes dans l'histoire moderne.

<sup>153</sup> Voir GU, XUEWU, *China und die Großmächte*, op. cit., p. 96.

<sup>154</sup> Voir YING, RONG, *India's Military Cooperation with the U.S. and Russia*, [http://www.bjreview.com.cn/Files/Files-200209/Spezial%20Report-200209\(D\).htm](http://www.bjreview.com.cn/Files/Files-200209/Spezial%20Report-200209(D).htm), pp. 3-4. A propos de l'enchevêtrement complexe des relations sino-pakistanaïses dans le conflit indo-pakistanaïse cf. MOHAN, MALIK, *the China Factor*, op. cit., pp. 35-49.

<sup>155</sup> Id., op. cit., p. 44.

tout jamais que le Japon redevienne une menace militaire pour la Chine et, d'autre part, mettre à profit les grandes compétences technologiques et économiques du voisin pour mener à bien sa propre modernisation, ce qui revient à endiguer le Japon sur le plan politique et militaire tout en utilisant sa puissance technologique, économique et financière. Le vide politique créé par la stagnation japonaise qui perdure depuis des années, la Chine l'a déjà comblé en raison de sa puissance économique. Militairement, le Japon et ses forces d'autodéfense qui ont une vocation purement défensive ne constituent pas de menace sérieuse pour l'ALP.<sup>156</sup> Cependant, le Japon a économiquement, politiquement et militairement des liens très étroits avec les Etats-Unis ; les grandes bases militaires à Okinawa se fondent sur un accord de défense bilatéral garantissant la sécurité japonaise. A titre supplémentaire, le gouvernement japonais a décidé d'acquérir un système antimissile, officiellement pour protéger le Japon contre la prolifération des armes de destruction massive. D'un coût global de sept milliards de dollars US, le système sera installé de 2007 à 2009 sur des bâtiments japonais.<sup>157</sup> Cela a forcément des incidences sur les intérêts de sécurité stratégiques de la Chine. Sur fond de projet de défense antimissile des Etats-Unis, Pékin voit se profiler au niveau régional la menace d'un vaste bouclier antimissiles qui rendrait obsolètes ses efforts d'armement et qui – à l'encontre de sa stratégie de sécurité – mettrait la Chine dans une posture défensive aussi bien dans la question taïwanaise que pour ce qui concerne le contrôle des voies maritimes dans la mer de Chine méridionale. La Chine exige d'élargir son importance dans la région en supportant la création des zones économiques spéciales côtières.<sup>158</sup>

En résumé, il est sans aucun doute légitime de soupçonner la Chine, dans le cadre de ses objectifs stratégiques, d'aspirer à moyen terme à cette suprématie en Asie qui lui revient à ses yeux pour couvrir ses besoins croissants en ressources et repousser l'influence des Etats-Unis sur le continent. Un certain nombre de ses voisins commence déjà à se faire à l'idée que la Chine sera un jour la première puissance régionale. En attendant, Pékin concentre ses efforts sur son développement économique, se posant ainsi de prime abord en partenaire. La Chine est le puissant moteur de croissance qui à la fois pousse et entraîne la région. Il n'en reste pas moins vrai qu'en matière de politique de sécurité il persiste les aléas esquissés que la Chine impute essentiellement au comportement des Etats-Unis.<sup>159</sup> Même si le niveau correspondant de CNP n'est pas encore atteint, cela peut conduire la Chine – en fonction de la menace ressentie – à faire de la surenchère militaire dans la région. Ceci notamment pour sauver la face et ne pas donner l'impression que la Chine puisse être amenée à céder au chantage politique ainsi que

---

<sup>156</sup> GLAUBITZ, JOACHIM, *China und Japan – Partner oder Rivalen?*, dans : Die Politische Meinung, Monatszeitschrift zu Fragen der Zeit, 48e année, no. 401, avril 2003, p. 40 et suiv.

<sup>157</sup> Voir SANS AUTEUR, *Japan beschafft Raketenabwehrsystem*, dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung, no. 296, du 20.12.2003, p. 8.

<sup>158</sup> MIGNOT, BRUNO, COLONEL, *réalité géostratégique du pacifique et avenir de la présence française*, Défense Nationale, 1999, numéro 11, p. : 68.

<sup>159</sup> HARMAUD, PATRICK, CAPITAINE DE VAISSEAU, *la Chine vue des Etats-Unis d'Amérique (USA)*, dans : les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, la Chine due XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, p. 88.

pour prouver que Pékin – conformément à l'idéal prôné par Sun Zi – reste « maître de la situation » en Asie.

### 2.2.3 L'exigence globale

A travers sa stratégie de sécurité la Chine se propose d'atteindre vers 2020 une valeur de CNP comparable à celle des Etats-Unis pour pouvoir ainsi choisir à son gré les moyens permettant de sauvegarder les intérêts sécuritaires du pays. Cette stratégie n'a pas de visées globales car les intérêts nationaux restent clairement limités à la région. Si l'on veut cependant traiter « d'égal à égal » avec les Etats-Unis et en même temps refouler leur influence en Asie, une action menée à l'échelle globale s'impose forcément en vue d'appuyer la prétention d'être un acteur dominant dans une région d'importance géopolitique. La Chine ne pourra donc s'abstenir d'assumer plus de responsabilités dans le cadre d'engagements internationaux, si elle espère durablement faire entendre sa voix comme partenaire à part entière sur le plan international. Pékin doit accorder une attention particulière aux questions de stabilité politique dans les régions du globe desquelles dépend la future sécurité de l'approvisionnement énergétique du pays comme condition sine qua non du maintien de son statut géostratégique ainsi que de la croissance économique et de la stabilité socioéconomique. Les dirigeants chinois l'ont compris très tôt comme le démontre le fait que, depuis le milieu des années 1990, la Chine met de plus en plus l'accent sur une conception globale de sa politique étrangère et de sécurité en s'orientant vers des régions comme le Golfe persique, l'Afrique et même l'Amérique latine.<sup>160</sup> Cette attitude s'est illustrée dans le vote par la Chine de la résolution n° 1441 de l'ONU qui ordonne à l'Irak de permettre le libre accès des sites sensibles aux inspecteurs en armement de l'ONU. Même si, dans la crise irakienne, Pékin s'est prononcé jusqu'à la dernière minute en faveur d'un désarmement pacifique de l'Irak, il n'a exclu aucune option, y compris l'emploi de la force militaire comme ultime recours.<sup>161</sup>

Quant aux questions d'importance internationale qui sont sans incidences sur la politique régionale, la Chine se réclamera cependant toujours d'institutions multilatérales telles que l'ONU. Lors des votes au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, la Chine s'est pour la plupart abstenue n'opposant son veto qu'à deux reprises lorsqu'il s'agissait de missions à mener par les Nations Unies dans des pays ayant établi des relations diplomatiques avec Taïwan.<sup>162</sup> D'une part, pour discréditer publiquement une éventuelle position antagoniste des Américains en la qualifiant d'unilatérale, d'autre part pour inscrire son action dans un environnement multinational.<sup>163</sup>

---

<sup>160</sup> UMBACH, FRANK, *Militärstrategische Entwicklungen*, op. cit., p. 24.

<sup>161</sup> KREFT, HEINRICH, op. cit., p. 464.

<sup>162</sup> VOIR GAREIS, DR. SVEN BERNHARD, *Chinas Außen und Sicherheitspolitik*, op. cit., p. 34.

<sup>163</sup> HARMAUD, PATRICK, CAPITAINE DE VAISSEAU, op. cit., p. 89 et suiv.



## TROISIEME PARTIE : LA CHINE COMME FUTURE SUPERPUISSANCE

### 3.1 Implications à moyen terme

*« Lorsque les mots ou termes (...) ne signifient plus ce qu'ils sont censés signifier, ils perdent leur valeur (...); alors les hommes ne peuvent plus distinguer le vrai du faux »*  
**Confucius**

La poursuite de la stratégie de sécurité fondée sur le calcul du pouvoir géopolitique et la maximisation du CNP sont liées à des risques considérables sur les plans de la politique intérieure et extérieure. Au niveau de la politique intérieure, la réalisation de la croissance économique estimée nécessaire représente le défi le plus grand. L'adhésion à l'OMC constitue en principe un bon choix pour assurer cette croissance. Les entreprises opérant à l'échelle mondiale sont soumises à une pression tellement forte de réduction des coûts qu'il en résulte un potentiel de développement énorme pour l'économie chinoise. Encore faut-il cependant entamer des réformes intérieures allant plus loin que celles déjà engagées. Cela touche profondément à l'identité même du parti communiste. Ce dernier a compris qu'à l'heure de l'économie de marché et de la mondialisation, une Chine moderne ne pourra plus être régie par un système léniniste. Lors du 16<sup>e</sup> congrès, les statuts du parti communiste ont été modifiés par l'adoption de la théorie de Jiang Zemin dite de la « triple représentativité » : « le parti communiste chinois représente les exigences du développement des forces productives avancées, l'orientation du progrès de la culture chinoise avancée et les intérêts fondamentaux de l'écrasante majorité de la population chinoise ». L'idée directrice de Jiang Zemin est de considérer le parti communiste comme étant à l'avant-garde non seulement de la classe ouvrière mais de la nation chinoise tout entière. Ainsi, le parti relègue aux oubliettes la lutte des classes et la rhétorique anti-capitaliste, il ne parle plus d'exploitation et s'ouvre à tous – capitalistes et prolétaires confondus – qui s'engagent à suivre la ligne définie par le parti.<sup>164</sup>

Les mutations sociétales qui en découlent, si elles ne sont pas canalisées par l'Etat, peuvent toutefois avoir des conséquences dramatiques sur la stabilité intérieure allant jusqu'à compromettre le maintien de l'ordre politique. Pékin marche sur le fil du rasoir. Depuis l'entrée du pays dans l'OMC, l'administration chinoise doit sans cesse procéder à des ajustements dans les domaines de l'économie, de la politique et de la justice en évitant de renforcer la dichotomisation déjà existante de la société. Conséquence de l'immense succès économique, le régime communiste se trouve au cœur d'un dilemme créé par lui-même. Les réformes économiques introduites par Deng Xiaoping se fondent sur la théorie dite « des chats » : « *No*

---

<sup>164</sup> RONGJI, ZHU, *Tätigkeitsbericht der Regierung. Erstattet am 5. März 2003 auf der 1. Tagung des X. Volkskongresses*, <http://www.china.org.cn/german/63048.htm>, p. 6. Voir aussi: KOLONKO, PETRA, *Nach der Väter Sitte*, dans : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, no. 266, du 15.11.2003, p. 6.

*matter whether the cat is black or white, it is a good cat if it catches mice* »<sup>165</sup>. La logique qui se cache derrière cette vision populaire en Chine est simple : si le moteur économique se grippe, pour quelque raison que ce soit, le « chat » – entendez le parti communiste – a cessé d'être un « bon chat » et il faut alors trouver une alternative politique.<sup>166</sup> Si cependant la dynamique de croissance se poursuit et que la classe dirigeante à Pékin réussit en même temps à atténuer les distorsions sociales à coups de réformes politiques, plus rien ne s'oppose sur le plan intérieur à la concrétisation des objectifs stratégiques.

En Chine, « la politique intérieure a la primauté sur les relations extérieures ».<sup>167</sup> Condition préalable au maintien de la croissance, l'ouverture économique vers l'extérieur fut réalisée avec succès. La Chine a brisé son isolement, y compris dans le domaine de la politique de sécurité. La Chine a adhéré au Traité de non-prolifération et à la Convention sur les armes biologiques, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires est en cours de ratification.<sup>168</sup>

La SCO constitue le premier pas dans un processus qui l'amène à assumer davantage de responsabilités en Asie. Le soutien – bien que surtout d'ordre moral – fourni aux Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme ainsi que son attitude adoptée au Conseil de sécurité de l'ONU lors de la crise irakienne prouvent que la Chine est prête à jouer un rôle plus actif sur le plan international. En dépit de la menace ressentie par la stratégie d'encerclement militaire qu'on prête aux Etats-Unis dans la foulée du 11 septembre, ce sont les facteurs économiques qui priment dans ses rapports avec Washington. La Chine a donc tout intérêt à maintenir des relations stables avec les Etats-Unis. Dans l'ensemble, sa politique extérieure vient également conforter l'impression que la Chine travaille systématiquement à la réalisation de ses objectifs stratégiques.<sup>169</sup>

La Chine sur le plan de politique étrangère a « joué la carte du multilatéralisme »<sup>170</sup> en s'intégrant dans l'économie mondiale comme p.ex. à l'organisation mondiale du commerce en décembre 2001. Dans cette perspective, le plus gros obstacle représente sans doute la question taïwanaise. Tant que Taïwan ne proclame pas unilatéralement son indépendance, une intervention militaire de la Chine reste improbable, le temps jouant en faveur de Pékin. Si un tel scénario venait cependant à se produire, le pouvoir chinois tenterait d'annexer l'île. Même si, pour des raisons de stabilité, Pékin hésitait aussi longtemps que possible avant d'intervenir militairement, il arriverait tôt ou tard – ne serait-ce que « pour sauver la face » – au point où il ne pourrait plus éviter un affrontement militaire. Dans cette question, le rôle des Etats-Unis sera crucial. Tant que ces derniers ne donnent pas à Taïwan l'impression d'encourager des aspirations

---

<sup>165</sup> Cité d'après XIANG, LANXIN, *Washington's misguided China Policy*, dans : *Survival*, vol. 43, no. 3, automne 2001, p. 13.

<sup>166</sup> Id., op. cit., p. 13 et suiv.

<sup>167</sup> GAREIS, DR. SVEN BERNHARD, *Chinas Außen und Sicherheitspolitik*, op. cit., p. 34.

<sup>168</sup> Voir id., op. cit., p. 29.

<sup>169</sup> DUCHATEL, MATHIEU, op. cit., p. 68.

<sup>170</sup> CABESTAN, JEAN-PIERRE, *la politique étrangère de la chine*, dans : les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, la chine due XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, p. 88.

indépendantistes tout en accreditant à Pékin l'idée qu'ils vont réagir avec toute la puissance des forces américaines en cas d'intervention militaire, ce niveau d'escalade ne sera pas atteint. Une attention particulière méritent à cet égard les dirigeants politiques à Taïpei. A l'approche d'élections, la volonté de se maintenir au pouvoir peut cautionner un comportement irrationnel débouchant des deux côtés du détroit de Taïwan<sup>171</sup> sur des boutades et des actions irresponsables susceptibles de provoquer une réaction en chaîne aux conséquences imprévisibles pour la région et le monde entier.

### 3.2 Implications à long terme

Si la Chine continue systématiquement sur sa voie, elle pourra accéder dans deux à trois décennies au statut de superpuissance<sup>172</sup> bien qu'il y ait des réserves à émettre en ce qui concerne les performances militaires étant donné que l'écart qui la sépare en matière de technologie militaire des Etats-Unis reste à terme insurmontable. Elle aurait ainsi réalisé son calcul stratégique : la mise en œuvre de sa stratégie de sécurité visant à l'augmentation du CNP. Et après ? De quelle manière la Chine utilisera-t-elle son pouvoir acquis, comment interprétera-t-elle son statut d'« Etat puissant ». On ne peut que spéculer. Dans une étude de la RAND Corporation portant sur cette question<sup>173</sup> les auteurs proposent trois scénarios alternatifs : une « Chine chaotique » en marche vers le collapsus économique, social et politique, une « Chine coopérative » qui met sa puissance au service de la communauté internationale et une « Chine prétentieuse » qui abuse de cette puissance pour imposer brutalement ses intérêts sur le plan international. Dans cette analyse, il s'agit cependant d'une équation comportant trop d'inconnues pour permettre un pronostic fiable.

---

<sup>171</sup> Comme ce fut le cas en novembre 2003, voir note 50. Voir CABESTAN JEAN-PIERRE, *la politique étrangère de la chine*, op. cit., p. 88.

<sup>172</sup> Pour les critères adoptés voir note 59.

<sup>173</sup> SWAINE, MICHAEL D., TELLIS, ASHLEY J., op. cit., p. 182 et suiv.

## CONCLUSION

Si l'on considère la longue histoire de la Chine, une certaine poussée expansionniste ne peut être niée et le présent mémoire en fournit suffisamment d'exemples. « Impérialisme » et « colonialisme » sont des termes catégoriquement rejetés en Chine. Dans cette logique, les anciennes puissances coloniales font figure d'adversaires idéologiques. Il est toutefois indéniable que, tout au long de son histoire et jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, la Chine s'est bel et bien livrée à une sorte de « colonisation » aux franges de son empire. Les Tibétains et d'autres peuples peuvent témoigner de cette politique. La question clé est cependant de savoir si l'actuelle politique extérieure chinoise poursuit d'autres objectifs encore que la consolidation des propres frontières. Après tout, la dynastie Ming (de 1367 à 1644 après J.-C.) fut la seule à militariser la Chine en créant une caste militaire héréditaire. Sous les empereurs de cette période, la Chine a entrepris l'unique tentative concrète d'étendre son influence au-delà de l'océan Indien.<sup>174</sup>

Lorsque les conditions-cadres restent inchangées, la Chine est sans aucun doute en passe de devenir une superpuissance. De façon impressionnante, le calcul stratégique – approche sous-jacente aux déclarations d'hommes politiques chinois – a fait ses preuves dans la réalité politique, au moins en ce qui concerne les données économiques officielles. Etant donné que, pour atteindre ce statut, la Chine se mesure à l'aune d'autres nations et notamment des Etats-Unis, sa qualification par les Américains de « compétiteur stratégique » est une analyse tout à fait pertinente que Pékin devrait accepter sereinement comme une sorte de défi sportif.

La volonté de la Chine d'étendre son influence dans cette région dépasse largement ses eaux territoriales et s'illustre par la vocation claire et définitive de ses zones économiques spéciales situées le long de la côte, par sa forte détermination à se doter d'une flotte de haute mer ainsi que par les revendications territoriales (îles Spratley et Paracels) qu'elle n'est pas près d'abandonner.<sup>175</sup>

Il semble clair que l'administration chinoise ne réalise pas l'ouverture à l'Ouest parce qu'elle s'est vue contrainte de mener des réformes politiques indispensables. Il s'agit plutôt de remplir les objectifs économiques pour les motifs développés dans les paragraphes précédents.<sup>176</sup> A ce propos, il y a lieu de se demander si le régime autoritaire du parti communiste pourra se maintenir au pouvoir sous sa forme actuelle. Cette analyse, cependant, ne saurait faire oublier une réalité : la politique internationale est faite de discontinuité et de non-linéarité. Au regard des chocs successifs des 15 dernières années – à savoir l'effondrement de l'Union soviétique, les guerres du Golfe, la crise des Balkans, les attentats du 11 septembre et la lutte contre le terrorisme – l'affirmation selon laquelle « la Chine sera la future superpuissance » devra être

---

<sup>174</sup> KEEGAN, JOHN, *Die Kultur des Krieges*, op. cit., p. 317.

<sup>175</sup> MIGNOT, BRUNO, op. cit., p. 3 et suiv.

<sup>176</sup> CABESTAN, JEAN-PIERRE, *De la Chine de Jiang Zemin à la Chine selon Hu Jintao*, op. cit., p. 28.

toujours faite sous réserve que ne surgisse pas un événement non linéaire susceptible de changer le cours de l'histoire.

Quant à l'évaluation du futur rôle de la Chine, le règlement de la question taïwanaise (voir paragraphe 2.1.2) reste d'une importance primordiale. Pour des raisons économiques et y compris pour faire face à la pression démographique, la Chine doit ambitionner de se ménager un accès libre à la mer sans s'exposer à aucune menace. Elle est ainsi condamnée au succès économique. Si sa politique de croissance échoue ou qu'elle rate à moyen terme ses objectifs en matière de CNP, cela entraînerait forcément des troubles incontrôlables en Chine. Une conséquence pourrait être la chute du système communiste. Rien que par instinct de survie le parti communiste devra régler en sa faveur le problème taïwanais.<sup>177</sup> Dans ce contexte, il apparaît clairement que, par le passé, la Chine devait progressivement jeter par-dessus bord son dogmatisme afin de sauvegarder d'une manière plutôt pragmatique ses intérêts nationaux tant sur le plan intérieur qu'extérieur.<sup>178</sup> La nécessité, qui en découle, de coopérer avec le Japon et d'entamer prudemment le dialogue avec cette grande puissance économique est – malgré la fragilité des relations bilatérales – éloquente.

Il convient de signaler ici une contradiction qui pourrait se manifester peut-être pour la première fois dans l'histoire chinoise : le facteur temps qui, selon l'analyse et la conviction des dirigeants chinois, joue en leur faveur – par exemple dans la question taïwanaise – pourrait se retourner à moyen terme contre eux. Dans cette perspective, il reste pour le moins douteux si l'administration chinoise pourra « contenir » une population de plus en plus exposée à des influences extérieures rapidement incontrôlables telles que chaînes de télévision occidentales, Internet, etc. Si un jour, le peuple chinois descend en masse dans la rue pour revendiquer ses droits, le parti communiste n'aura plus qu'à opter pour la manière forte et radicale ou bien l'ouverture aux valeurs occidentales sera obtenue par la force.

La Chine reste donc un colosse aux pieds d'argile notamment si l'on considère les perspectives de développement à long terme (voir chapitre 1).<sup>179</sup>

Tout bien pesé, il est tout à fait réaliste que la Chine recourt à l'option militaire. Dans un tel scénario, il est cependant douteux si le gouvernement taïwanais et la communauté internationale emmenée par les Etats-Unis iraient jusqu'à risquer un conflit armé. A court terme, cette hypothèse paraît improbable vu l'engagement des forces américaines en Irak. Le temps, en l'occurrence, joue en faveur de la Chine comme il est également exposé au paragraphe 2.1.2. Cette affirmation est corroborée par le fait que les forces armées chinoises ne peuvent être considérées comme « opérationnelles » avant 2020.<sup>180</sup> Le 11 septembre et le déploiement des

---

<sup>177</sup> Id. op. cit., p. 27.

<sup>178</sup> BOUCHET-ORPHELIN, CATHARINE, LAMBALLE, ALAIN, GENERAL, op. cit., p. 70 et suiv.

<sup>179</sup> NIQUET, VALERIE, op. cit., p. 16.

<sup>180</sup> SWAINE, MICHAEL D., TELLIS, ASHLEY J., op. cit., p. 151.

forces armées américaines<sup>181</sup> qui en sont la conséquence ont fait avorter, pour l'instant, les tentatives de la Chine d'assumer un rôle de leadership dans la région<sup>182</sup> mais elle ne renoncera pas pour autant à essayer de se positionner favorablement.

Il paraît difficile de se prononcer clairement sur le futur rôle de la Chine. Il ne peut faire de doute que la Chine, si elle parvient à pérenniser son succès économique, dispose du potentiel de devenir une véritable superpuissance aux ambitions globales. Tout porte à croire – le facteur démographique, le marché intérieur, la conjoncture économique mondiale non défavorable actuellement ainsi que l'expérience historique – qu'elle affichera à moyen terme ses ambitions hégémoniques régionales qui, lorsque le succès économique se confirme, déboucheront sur une quête lente mais continue d'autorité et de puissance à l'échelle mondiale. Si la Chine est alors prête à appréhender et à accepter sa responsabilité de « superpuissance », le géant dormant se sera définitivement réveillé.

---

<sup>181</sup> Nota : Actuellement, des forces américaines sont stationnées au Pakistan, en Arabie Saoudite, au Koweït, en Irak et au Kirghizistan. Voir SANS AUTEUR, « Y » – Magazin der Bundeswehr, *auf Augenhöhe*, édition janvier 2006, p.11.

<sup>182</sup> BRISSET, JEAN-VINCENT, op. cit., p. 63, et DUCHATEL, MATHIEU, op. cit., p. 69, et aussi HEYRAUD, HENRI, GENERAL, op. cit., p. 96 et suiv.

## **TABLE DES MATIÈRES**

	<b>Page</b>	
<b>FICHE DOCUMENTAIRE</b>	II	
<b>SOMMAIRE</b>	III	
<b>INTRODUCTION</b>	1	
<b>1. PENSER LA STRATEGIE DE LA CHINE</b>	2	
1.1    Dédution historique	2	
1.2    La stratégie actuelle	4	
1.3    « Comprehensive National Power »	6	
<b>2. EXECUTION DE LA STRATEGIE CHINOISE DANS LA POLITIQUE ACTUELLE</b>	9	
2.1    Les défis à relever sur le plan de la politique intérieure	9	
2.1.1    La politique économique	9	
2.1.1.1    La réforme incomplète des entreprises d'Etat	13	
2.1.1.2    Chômage urbain et rural	14	
2.1.1.3    Les disparités et la migration des populations	16	
2.1.1.4    Dettes publiques croissantes et crédits irrécouvrables	18	
2.1.1.5    Corruption endémique	20	
2.1.2    La question taïwanaise	21	
2.2    Les défis de la politique extérieure	26	
2.2.1    La position adoptée à l'égard des Etats-Unis	26	
2.2.2    Le futur rôle en Asie - position hégémoniste ou partenaire ?	31	
2.2.3    L'exigence globale	36	
<b>3. LA CHINE COMME FUTURE SUPER PUISSANCE</b>	37	
3.1.    Implications à moyen terme	37	
3.2.    Implications à long terme	39	
<b>CONCLUSION</b>	40	
 <b><u>ANNEXES</u></b>		
ANNEX A	Hegemonic Cycles in Modern History	VI
ANNEX B	La stratégie des trois cercles du monde chinois	VII
ANNEX C	Projection points et rangs jusqu'en 2020	VIII
 <b><u>BIBLIOGRAPHIE</u></b>		 IX

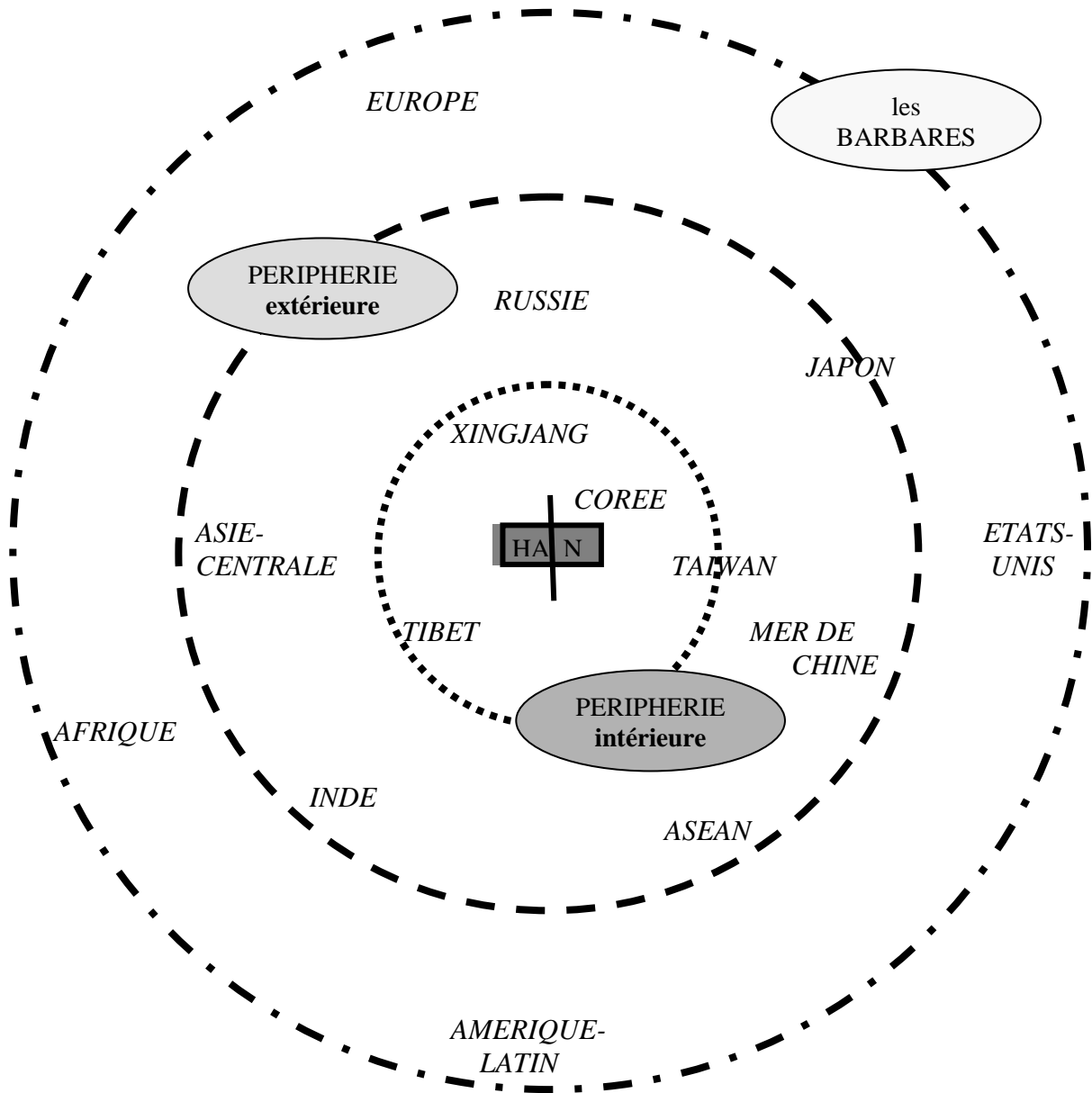
**ANNEX A: Hegemonic Cycles in Modern History**

Hegemon	Rising Power	Rising Power's Actions	Opposition to Rising Power	Outcome	Structural Consequences
<b>Venice</b> (Middle Ages – 1494)	Spain, France	Spain and France at war over Italy	England, Ottoman Turkey, Italian city-states	1494 – 1517 (Italian Wars)	Spanish victory, demise of Venesian hegemony, rise of Portuguese hegemony
<b>Portugal</b> (1517 – 1580)	Spain	Spain absorbs Portugal (1580), attacks Portuguese ally, the United Provinces	England, France	1585 – 1608 (Spanish Wars)	Demise of Spanish challenge, rise of Dutch hegemony
<b>Netherlands</b> (1609 – 1713)	France, Great Britain	France attacks the United Provinces, Germany and Spain	Great Britain	1689 – 1713 (Wars of Louis XIV)	Demise of French challenge, demise of Dutch hegemony, rise of British hegemony
<b>Great Britain</b> (1714-1815)	France	Napoleonic France wars against the rest of Europe	Great Britain, Austria, Prussia, Russia	1793 – 1815 (Napoleonic Wars)	Demise of Napoleonic challenge, continued British hegemony
<b>Great Britain</b> (1816 – 1918)	Germany, United States, Russia	Germany attempts to dominate Europe	Great Britain, United States, Russia	1914 – 1918 (First World War)	Demise of German challenge, continued British hegemony
<b>Great Britain</b> (1918 – 1945)	Germany, Japan, USSR, United States	Germany and Japan attempt to dominate Europe and the Pacific	Great Britain, United States, USSR	1939 – 1945 (Second World War)	Demise of German and Japanese challenge and of British hegemony, rise of U.S. hegemony
<b>United States</b> (1945 – 1992)	USSR, China (after 1978)	Soviets attempt to dominate Europe and the globe	United States, Western Europe, Japan, China (- after 1960)	1950 – 1992 (Cold War)	Collapse of Soviet Union, continuation of U.S. hegemony
<b>United States</b> (1992 - ?)	China (?)	(?)	United States (?)	(?)	(?)

**Source:** SWAINE, MICHAEL, D. et TELLIS, ASHLEY, J.: « Interpreting China's grand strategy »; RAND-studies, Santa Monica, 2000

**ANNEX B:**

**La stratégie des trois cercles du monde chinois**



**SOURCE :** VAIRON, LIONEL, la géopolitique de la chine, conférence au CID, 04/11/05

**ANNEX C : Projection points et rangs jusqu'en 2020 (selon statistique CNP de l'AMS )**

Pays	1989	2000	2010	2020	Taux de croissance annuelle
Etats-Unis	593.33 (1)	816.85 (1)	1066.21 (1)	1391.71 (1)	2.7%
URSS	386.72 (2)	648.34 (2)	-	-	-
Allemagne	378.10 (3)	558.23 (3)	772.36 (2)	1068.63 (3)	3.3%
Japon	368.04 (4)	537.39 (4)	736.35 (4)	1009 (4)	3.2%
<b>Chine</b>	<b>222.33 (6)</b>	<b>437.35 (5)</b>	<b>768.57 (3)</b>	<b>1350.63 (2)</b>	<b>5.8%</b>
France	276.35 (5)	384.93 (6)	507.36 (5)	668.73 (6)	2.8%
Grande-Bretagne	214.08 (7)	281.24 (7)	353.05 (8)	443.19 (8)	2.3%
Brésil	156.05 (8)	267.70 (9)	419.72 (7)	658.09 (7)	4.6%
Inde	144.16 (9)	274.08 (8)	468.15 (6)	799.67 (5)	5.5%
Canada	136.64 (10)	177.41 (10)	220.56 (9)	274.18 (9)	2.2%
Australie	112.59 (11)	147.91 (11)	185.67 (10)	233.07 (10)	2.3%

**SOURCE** : PILLSBURY, Michael, China debates the Future Security Environment, National Defense University Press, s.l., janvier 2000, p. 5.

## BIBLIOGRAPHIE :

### OUVRAGES ET ARTICLES EN ALLEMAND :

BHASKARAN, MANU : *Chinas innenpolitische Herausforderung*, Deutsche Bank Research, China Spezial du 31 octobre 2002, Francfort 2002.

BRAHM, LAURENCE J.: *Chinas Jahrhundert. Die Zukunft der nächsten ökonomischen Supermacht hat bereits begonnen*, Wiley-VCH Verlag, Weinheim, 2001.

DARIMONT, BARBARA: *Rechtsgrundlagen der chinesischen Sozialversicherung*, dans : China aktuell 09/03

DEAN, SIDNEY E.: *Die Beziehungen der USA zur Volksrepublik China*, dans : Europäische Sicherheit 8/2003, Verlag E.S. Mittler, pp. 24-27.

DEUTSCHE BANK RESEARCH: *China 2020: Vor großen Herausforderungen*, China Spezial, Francfort-sur-le-Main, août 2002.

DEUTSCHE BANK RESEARCH: *Chinas als potenzielle Supermacht: Reaktionen in der Region*, China Spezial, Francfort-sur-le-Main, février 2003.

DEUTSCHE BANK RESEARCH: *Chinas innenpolitische Herausforderung*, China Spezial, Francfort-sur-le-Main, octobre 2002.

DÖRING, OLE: *Anspruch und Wirklichkeit: Im Umgang mit SARS zeigen sich Chinas politische Schwachstellen*, dans : China aktuell 04/03.

EMMOTT, BILL: *Vision 20/21. Die Weltordnung des 21. Jahrhunderts*, Fischer Verlag, Francfort-sur-le-Main, 2003.

ESS, HANS VAN: *Ist China konfuzianisch?*, China Analysis No. 23, Centre for East Asian and Pacific Studies, Trèves 2003.

FINANCIAL TIMES DEUTSCHLAND: *China droht Taiwan unverhüllt mit Krieg*, 19.11.2003.

FINANCIAL TIMES DEUTSCHLAND: *China erhöht Militärausgaben*, 06.03.2005.

FRIEDRICH, DR. STEFAN: *Chinas Aufstieg zur globalen Wirtschaftsmacht, Bedrohung oder Chance für Asien?*, dans : Konrad-Adenauer-Stiftung e.V., Auslandsinformationen 11/03, Sankt Augustin 2003.

GAREIS, SVEN BERNHARDT, DR.: *Chinas Außen und Sicherheitspolitik. Voraussetzungen, Interessen, Handlungsmaximen und Imperative*, dans : Reader Sicherheitspolitik VI.2, Streitkräfteamt, 02/03, Bonn 2003.

GAREIS, SVEN BERNHARDT, DR: *Neue Köpfe: China nach dem Führungswechsel*, dans : Information für die Truppe. Streitkräfteamt, Informations- und Medienzentrale der Bundeswehr, 1/2003, pp. 4-9.

GAREIS, SVEN BERNHARDT, DR: *Übergang und Kontinuität: China nach dem 16. Parteitag*, dans : Europäische Sicherheit 2/2003, Verlag E.S. Mittler, pp. 11-15.

GIESE, KARSTEN: *Mobilität und Migration in China, Teil 1: Von der Herrschaft des Plans zu den Erfordernissen der Reform*, dans : China aktuell 04/02.

GIESE, KARSTEN: *Mobilität und Migration in China. Teil 2: Im Zeichen von Reform, Markt und Globalisierung*, dans : China aktuell 05/02.

GIESE, KARSTEN: *Mobilität und Migration in China. Teil 3: Herausforderungen des neuen Jahrhunderts*, dans : China aktuell 07/02.

GLAUBITZ, JOACHIM: *China und Japan – Partner oder Rivalen?*, dans : Die Politische Meinung. Monatszeitschrift zu Fragen der Zeit, 48<sup>e</sup> année, no. 401, avril 2003, pp. 39 – 46.

GOTTWALD, JÖRN-CARSTEN: *Pragmatischer Realismus. Chinesische Außenpolitik zwischen Hegemonialstreben und wirtschaftlichen Zwängen*, Center for East Asian and Pacific Studies, Trèves, 2001.

GOTTWALD, JÖRN-CARSTEN: *Regionale Reformpolitik in China: Die Modernisierung von Staat und Verwaltung*, Center for East Asian and Pacific Studies, Trèves, 2002.

GU, XUEWU: *China und die Großmächte: Gegenseitige Wahrnehmungen am Beginn des 21. Jahrhunderts*, dans : Erich Reiter (éd.): Jahrbuch für internationale Sicherheitspolitik 2002, vol. 2., Verlag E.S. Mittler, Hambourg, 2002, pp. 81-97.

GU, XUEWU: *China und der Westen: Wo liegen eigentlich die Probleme?*, dans : Spillmann, Kurt R. und Wenger, Andreas: Zeitgeschichtliche Hintergründe aktueller Konflikte VIII, Züricher Beiträge zur Sicherheitspolitik und Konfliktforschung Nr. 60, Forschungsstelle für Sicherheitspolitik und Konfliktanalyse, ETH, Zürich, Zürich 2001, pp. 143 – 159.

GUANGXI, LIU, TAIFENG, CHEN: *Fortschritte, Verbesserungen und Chancen. Eine Bewertung der einjährigen Mitgliedschaft Chinas in der WTO*, dans : Konrad-Adenauer-Stiftung e.V., Auslandsinformationen 4/03, Sankt Augustin 2003, pp. 62 – 75.

HEILMANN, SEBASTIAN: *Das politische System der Volksrepublik China*, Wiesbaden, Westdeutscher Verlag, 2002.

HEILMANN, SEBASTIAN: *Die Regierung der Volksrepublik China: Parteizentrale und Staatsrat nach den Reorganisationen 2002 und 2003*, Center for East Asian and Pacific Studies, Trèves, 2003.

HEILMANN, SEBASTIAN: *Von der „Klassenpartei“ zur „Volkspartei“: Ergebnisse des XVI. Parteitag der Kommunistischen Partei Chinas*, Center for East Asian and Pacific Studies, Trèves, 2003.

HEIN, CHRISTOPH: *Der asiatische Handel soll ein neues Gesicht bekommen*, dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung, no. 262 du 11.12.2002.

HEIN, CHRISTOPH: *Chinas Aufstieg*, dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung no. 39 du 15.02.2003.

HERRMANN-PILLATH, CARSTEN, MICHAEL LACKNER (ÉD.): *Länderbericht China. Politik, Wirtschaft und Gesellschaft im chinesischen Kulturraum*, Bundeszentrale für politische Bildung, vol. 351, Bonn, 2000.

HOLBIG, HEIKE: *Der XVI. Parteitag der KPCh. Teil I: Die neue Führungsgeneration*, dans : China aktuell 11/02.

HOLBIG, HEIKE: *Der XVI. Parteitag der KPCh. Teil II: Politische Weichenstellung*, dans : China aktuell 12/02.

HOLBIG, HEIKE: *Gelingt die politische Steuerung der wirtschaftlichen Dynamik in China*, dans : China aktuell 01/03.

HUNTINGTON, SAMUEL P.: *Kampf der Kulturen*. Europa Verlag, Munich, 1996.

INSTITUT FÜR ASIENKUNDE: *China aktuell*, Monatszeitschrift. Hambourg, année XXXI et XXXII, cah. janvier 2002 - septembre 2003.

JEN-KAI, LIU: *Die neuen Mitglieder der Führungsorgane des XVI. Zentralkomitees der Kommunistischen Partei Chinas*, dans : *China aktuell* 11/02.

JUNHUA, ZHANG: *Der Aufbau eines sozialen Sicherungssystems in der VR China – eine kritische Betrachtung (Teil 1)*, dans : *China aktuell* 07/03.

JUNHUA, ZHANG: *Der Aufbau eines sozialen Sicherungssystems in der VR China – eine kritische Betrachtung (Teil 2)*, dans : *China aktuell* 08/03.

KEEGAN, JOHN: *Die Kultur des Krieges*, Rowohlt Taschenbuch Verlag, Reinbek, 1997.

KEMPF, GUSTAV: *Chinas Außenpolitik. Wege einer widerwilligen Weltmacht*, Munich, Oldenbourg Wissenschaftsverlag, 2002.

KLÖCKNER, MICHAEL: *Entwicklungsprobleme der US-amerikanischen Bündnisstrategie in Ostasien*, Europäischer Verlag der Wissenschaften. Francfort-sur-le-Main 2003.

KLUSS, HEINZ: *Der Drache ist los – Jiang Zemin und sein zwiespältiges Vermächtnis*, dans : *Europäische Sicherheit* 2/2003, Verlag E.S. Mittler, pp. 7-10.

KOLONKO, PETRA: *Wie anders ist die potenzielle Supermacht – in der Falle des Allmachtsanspruchs*, dans : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, no. 272 du 08.11.2002.

KOLONKO, PETRA: *Nach der Väter Sitte*, dans : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, no. 266 du 15.11.2002, p. 9.

KREFT, HEINRICH: *Die USA und China: Beginn einer neuen Partnerschaft*, dans : *China aktuell* 04/2003, pp. 461 – 467.

MAAS, HARALD: *China droht Taiwan offen mit Krieg*, dans : *Frankfurter Rundschau* du 20.11.2003, p. 6.

MÖLLER, KAY: *China und die USA: Washingtons Fernostpolitik nach dem 11.09.2001*, dans : *Aus Politik und Zeitgeschichte*. Bundeszentrale für politische Bildung, 25/2002.

MÖLLER, KAY: *China: Strategische Zielsetzung und ihre Realisierung*, dans : Hazdra, Peter, Erich Reiter (éd.): *Die strategische Situation in Eurasien*. Schriftenreihe der Landesverteidigungsakademie - Studien und Berichte zur Sicherheitspolitik 2/2003, Vienne, 2003.

OHNE VERFASSER: *China ist der weltgrößte Waffenimporteur – Russland und Israel als Lieferanten*, dans : *Neue Züricher Zeitung* du 04.03.2002.

OHNE VERFASSER: *Chinas Wirtschaft wächst stark*, dans : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, no. 242, du 18.10.2003, p. 12.

OHNE VERFASSER: *Die Partei muss dem Weg zum Kapitalismus folgen*, dans : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, no. 271, du 07.11.2003, no. 236, p. 4.

OHNE VERFASSER: *Diplomatie unter der Tarnkappe*, dans : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, no. 256, du 23.10.2002.

OHNE VERFASSER: *Handel mit China nutzt den Amerikanern*, dans : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*,

no. 236, du 11.10.2003, p. 14.

OHNE VERFASSER: *China und Südostasien rücken zusammen*, dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung, no. 257, du 05.11.05, p. 9.

OHNE VERFASSER: *Japan beschafft Raketenabwehrsystem*, dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung, no. 296, du 20.12.2003, p. 8.

OHNE VERFASSER: *WIRTSCHAFTSWOCHE*, Sonderausgabe China. Verlagsgruppe Handelsblatt, Düsseldorf, no.1/ octobre 2003.

OHNE VERFASSER: *Spannungen zwischen China und Taiwan: Wettrüsten in der Meerenge*, dans : Süddeutsche Zeitung du 28.06.2002.

OHNE VERFASSER: « Y » - Magazin für die Bundeswehr, *auf Augenhöhe*, édition janvier 2006, pp. 10 – 13.

RONGJI, ZHU: *Eine bessere Zukunft*, dans : Laurence J. Brahm: *Chinas Jahrhundert. Die Zukunft der nächsten ökonomischen Supermacht hat bereits begonnen*, Weinheim, Wiley-VCH 2001, pp. XVI – XX.

SANDSCHNEIDER, EBERHARD: *Chinas Zukunft. Projektion und Wirklichkeit*, dans : Zeitschrift für Internationale Politik, no. 2, 2003, 58<sup>e</sup> année, pp. 10 – 16.

SCHNEPPEN, ANNE: *Diplomatie unter der Tarnkappe*, dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung, du 23.10.2002.

SCHÜLLER, MARGOT: *China nach dem WTO Beitritt*, dans : China aktuell 02/02.

SCHÜLLER, MARGOT: *Chinas Privatunternehmer: Wirtschaftlicher Aufstieg trotz vielfältiger Diskriminierung*, dans : China aktuell, 08/03.

SCHÜLLER, MARGOT: *Die Auswirkungen von Chinas WTO-Beitritt auf Asien und die Weltwirtschaft*, dans : China aktuell 06/03.

SEITZ, KONRAD: *China – Eine Weltmacht kehrt zurück*, Siedler Verlag, Berlin, 2<sup>e</sup> éd. actualisée, mai 2003.

SHAOCHENG, TANG: *Das Dreiecksverhältnis zwischen den USA, der VR China und Taiwan*, dans : Aus Politik und Zeitgeschichte, Beilage zur Wochenzeitung Das Parlament, Bundeszentrale für politische Bildung, pp. 35-36/2003.

SCHNEPPEN, ANNE: *Mühsame Balance*, dans : Frankfurter Allgemeine Zeitung, no. 248, du 25.10.2005, p. 5.

STAATSRAT DER VOLKSREPUBLIK CHINA: *Arbeit und soziale Sicherheit in China*, Pékin, 01.05.2002.

TAUBE, MARKUS: *Chinas Rückkehr in die Weltgemeinschaft. Triebkräfte und Widerstände auf dem Weg zu einem „Global Player“*, Duisburger Arbeitspapiere Ostasienwissenschaften, no. 51, avril 2003.

UMBACH, FRANK: *China unaufhaltsamer Machtfaktor*, dans : Reiter, Erich (éd.): *Jahrbuch für Sicherheitspolitik 2001*, Verlag E.S. Mittler, Hambourg, 2000, pp. 749-776.

UMBACH, FRANK: *Chinas Aufrüstung – ein Alarmzeichen*, dans : Internationale Politik. Deutsche

Gesellschaft für Auswärtige Politik, Berlin, juillet 2000, 55<sup>e</sup> année, no. 7.

UMBACH, FRANK: *Der Drache schärft die Klauen. China modernisiert seine Streitkräfte und ist zum weltgrößten Rüstungsimporteur aufgestiegen*, Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik. Der Überblick 2/2002. pp. 76-82.

UMBACH, FRANK: *Militärstrategische Entwicklungen in China*, dans : Zeitschrift für internationale Politik, 58<sup>e</sup> année (2003), pp. 23 – 28.

UMBACH, FRANK: *Zukünftige Auswirkungen der energiepolitischen Abhängigkeiten Chinas und Asiens vom Mittleren Osten und von Zentralasien*, dans : Reiter, Erich (éd.): Jahrbuch für internationale Sicherheitspolitik 2002, vol. 2., Verlag E.S. Mittler, Hambourg, 2002, pp. 191-220.

VERTEIDIGUNGSMINISTERIUM DER VOLKSREPUBLIK CHINA: *Weißbuch zur Landesverteidigung*, Pékin, décembre 2002.

WACKER, GUDRUN: *Chinesisch-russische Beziehungen unter Putin*, Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, 2002.

WACKER, GUDRUN: *Jour fixe nach dem Parteitag. Zur politischen und wirtschaftlichen Situation in China*, Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, 2003.

WACKER, GUDRUN: *Führungswechsel in China. Herausforderungen und Spielräume der „vierten Generation“*, Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin, 2003.

WEGGEL, OSKAR: *Chinas Außenpolitik am Ende des 20. Jahrhunderts, Teil 2: Zielsetzungen*, dans : China aktuell, année XXVII, no. 7, juillet 1988, pp. 693 – 717.

WENZLER, MICHEL: *Chinas Beitritt zur WTO. Zu den langwierigen Verhandlungen zwischen den USA und China*, Universität Zürich, Institut für Politikwissenschaft, Abteilung Internationale Beziehungen, Zürich 2001.

WETTER, EIKE: *Die chinesischen Strategeme – Zur Verbesserung des europäischen Verständnisses chinesischer Politik*, Jahrgangsarbeit an der Führungsakademie der Bundeswehr, Hambourg, 1999.

XUEWU GU: *China und die Großmächte: Gegenseitige Wahrnehmung am Beginn des 21. Jahrhunderts*, dans : Hazdra, Peter; Reiter, Erich (éd.): Die strategische Situation in Eurasien. Schriftenreihe der Landesverteidigungsakademie - Studien und Berichte zur Sicherheitspolitik 2/2003, Vienne, 2003.

#### **OUVRAGES ET ARTICLES EN ANGLAIS :**

ARMES, ROGER T.: *Su-Tzu: The Art of Warfare*, Ballantine Books, New York, 1993.

BROWN, HARALD, U.A.: *Chinese Military Power. Independent Task Force Report*, Council on Foreign Relations Press, New York, 2003.

BUSH, GEORGE W.: *The National Security Strategy of the United States of America*, Washington septembre 2002.

HOLMES, COLLEEN K.: *What the Chinese Learned from Sun-Tzu*, U.S. Army War College, Carlisle 2000.

HALLORAN, RICHARD: *Taiwan, in Parameters*, US Army War College Quarterly, vol. XXXIII, no. 1, printemps 2003, pp. 22 – 34.

HEBERER, THOMAS: *Chinas Domestic Development, China-EU relationship, and EU- China Policies*, dans : Heberer, Thomas; Taube Markus: *China, the European Union and the United States of America: Partner or Competitors?* Duisburger Arbeitspapiere Ostasienwissenschaften, no. 45, 07/2002.

KANE, THOMAS: *Chinas Foundations: Guiding Principles of Chinese Foreign Policy*, dans : *Comparative Strategy*, vol. 20, no. 1, 2001, pp. 45 – 55.

MALIK, MOHAN: *Dragon on terrorism: Assessing Chinas tactical gains and strategic losses post September 11*, Strategic Studies Institute, Carlisle, 10/2002.

MALIK, MOHAN: *The China Factor in the India-Pakistan Conflict*, dans : *Parameters*. US Army War College Quarterly, vol. XXXIII, no. 1, printemps 2003, pp. 35 – 49.

MCCREADY, DOUGLAS: *Crisis deterrence in the Taiwan Strait*, Strategic Studies Institute, 11/2003.

PENTAGON REPORT TO CONGRESS: *Annual Report On The Military Power Of The People's Republic Of China*, Washington, 28.07.2003.

PEI, MINXIN: *Chinas Governance Crisis*, dans : *Foreign Affairs*, vol. 79, no. 1, septembre/octobre 2002, pp. 96 – 109.

PILLSBURY, MICHAEL: *China debates the Future Security Environment*, National Defense University Press, s.l., janvier 2000, prologue.

RICE, CONDOLEEZZA: *Campaign 2000: Promoting the National Interest*, dans : *Foreign Affairs*, vol. 79, no. 1, janvier/février 2000.

SCHÜLLER, MARGOT: *Getting the numbers right – deficiencies in Chinas statistical system*, dans : Fischer, Doris; Oberheitmann, Andreas (éd.) : *China im Zeichen von Globalisierung und Entwicklung. Herausforderungen für die statistische Analyse und empirische Forschung*, DIW Sonderhefte no. 173, Berlin, pp. 9 – 24.

SHUOFENG, HUANG, *Znghe guoli lun („On comprehensive national power“)*, Beijing: Zhongguo shehui kexue chubanshe, 1992, pp. 220-229.

SWAINE, MICHAEL D., TELLIS, ASHLEY J.: *interpreting china's grand strategy*, RAND-studies, Santa-Monica, 2000.

SZONYI, MICHAEL: *The Effects of September 11 and its aftermath on China, and the chinese response*, Canadian Security Intelligence Service, avril 2002.

TOMPKINS, JOANNE: *How U.S. strategic policy is changing China's Nuclear Plans*, dans : *Arms Control Today*, vol. 33, no. 1, janvier/février 2003, Arms Control Association, pp. 11-15.

WONG, LINDA: *Unemployment*, dans : Hebel, Jutta; Schucher, Günter (éd.): *Der chinesische Arbeitsmarkt, Strukturen – Probleme – Perspektiven*, Mitteilungen des Instituts für Asienkunde, vol. 306, Hambourg, 1999, pp. 229 – 245.

XIANG, LANXIN: *Washingtons misguided China Policy*, dans : *Survival*, vol. 43, no. 3, automne 2001, pp. 7 – 23.

ZHANG, TIEJUN: *Chinese Strategic Culture: Traditional and Present Feature*, dans : *Comparative Strategy*, vol. 21, no. 2, avril/juin 2002, pp. 73 – 90.



**OUVRAGES ET ARTICLES EN FRANÇAIS :**

BOUCHET-ORPHELIN, CATHARINE, LAMBALLE, ALAIN, GENERAL : *Les relations de la chine avec l'Asie du Sud*, dans : Le Monde chinois, numéro 5, édition été-automne 2005, pp. 53-71.

BRISSET, JEAN-VINCENT : *La Chine puissance encerclée*, dans : Les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, La Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, pp. 62 – 66.

CABESTAN, JEAN-PIERRE : *De la Chine de Jiang Zemin à la Chine selon Hu Jintao*, dans : Les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, La Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, pp. 24 – 28.

CABESTAN, JEAN-PIERRE : *La politique étrangère de la Chine*, dans : Les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, La Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, pp. 82 – 86.

DUCHATEL, MATHIEU : *Escalade sous contrôle dans le détroit de Taiwan*, dans : Les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, La Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, pp. 67 – 71.

HARMAUD, PATRICK, CAPITAINE DE VAISSEAU: *La Chine vue des Etats-Unis d'Amérique (USA)*, dans : Les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, La Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, pp. 87 – 91.

HEYRAUD, HENRI, GENERAL : *Rapports sino-américains*, dans : Les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, La Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005.

LEMOINE, FRANÇOISE : *La Chine dans l'économie mondiale*, dans : Les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, La Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, pp. 40 – 44.

MIGNOT, BRUNO, COLONEL, *réalité géostratégique du pacifique et avenir de la présence française*, Défense Nationale, 1999, numéro 11, pp. 66 – 78.

NIQUET, VALERIE : *La Chine et la puissance*, dans : Les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, La Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, pp. 11 – 20.

PICQUART, PIERRE : *La nouvelle Chine au début du XXI<sup>e</sup> siècle*, dans : Les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, La Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, pp. 29 – 37.

XIAODONG, GUO, COLONEL : « *Les dix grands principes militaires* » de Mao Zedong à la lumière de « *l'art de la guerre* » de Sun Tzu, dans : Les cahiers de Mars, no. 183, 1<sup>er</sup> trimestre 2005, La Chine du XXI<sup>e</sup> siècle, Paris, 2005, pp. 115 – 121.

**SOURCES D'INTERNET :**

<http://www.adastra.at/progkulturalt/streitendereiche.htm>: Ad Astra – Kultur und Konversation, Streitende Reiche.

[http://www.bjreview.com.cn/Files/Files-200209/Special%20Report-200209\(D\).htm](http://www.bjreview.com.cn/Files/Files-200209/Special%20Report-200209(D).htm): India's Military Cooperation with the U.S. and Russia, dans : Beijing Review, 2002, no. 9.

<http://www.china.org.cn/de-books/guofang/7.htm>: Staatsrat der Volksrepublik China: Weißbuch Chinas Landesverteidigung 2002, Kapitel VII: Rüstungskontrolle und Abrüstung, Pékin, décembre 2002.

<http://www.china.org.cn/german/63048.htm>: RONGJI, ZHU: Tätigkeitsbericht der Regierung. Erstattet am 05.03.2003 auf der 1. Tagung des X. Volkskongresses.

- <http://www.china.org.cn/german/46162.htm>, dernière consultation sur Internet le 19.03.2006.
- <http://www.chinapolitik.de>, dernière consultation sur Internet le 19.03.2006.
- <http://www.frankfurter-allgemeine-zeitung.de>: Zensur im Internet. 19.03.2006.
- <http://www.globaldefence.net>, dernière consultation sur Internet le 19.03.2006.
- <http://www.globaldefence.net>, dernière consultation sur Internet le 19.03.2006.
- <http://www.globaldefence.net/deutsch/spezial/streitkolben>: DEAN, SIDNEY E.: »Sha sho shian« oder »Streitkolben des Attentäters«. Situation : novembre 2003.htm. Consultation sur Internet le 12.12.2005.
- <http://www.rand.org/publications/RB/RB61/>.: The Rand Research Brief: Interpreting Chinas Grand strategy, 2000.
- <http://www.state.gov/secretary/rm/2002/10983.htm>: POWELL, COLIN: Remarks at Asia Society Annual Dinner, New York City, 10.06.2002.
- <http://www.hsfk.de/abm/bulletin/pdfs/sieben1.pdf>, dernière consultation sur Internet le 19.03.2006.
- [http://www.kas.de/db\\_files/dokumente.de](http://www.kas.de/db_files/dokumente.de), dernière consultation sur Internet le 17.03.2006.
- <http://www.politik.univ-koeln.de/jaeger/arbeiten/seminar/ss2001/JACOBS/SCHMITZ.pdf>: Grundbegriffe der Balance of Power: Anarchie, Macht, Hegemonie, Seminar für Politische Wissenschaft, Universität de Cologne, semestre d'été 2001.
- [http://www.sicherheitspolitik-dss.de/person/lemcke/el\\_imds3.htm#tab1](http://www.sicherheitspolitik-dss.de/person/lemcke/el_imds3.htm#tab1), dernière consultation sur Internet le 19.03.2006.
- <http://www.sinodefence.com/airforce/aircraft/fighter/su30.asp>, dernière consultation sur Internet le 19.03.2006.
- <http://www.sinodefence.com/navy/weapon/c802.asp>, dernière consultation sur Internet le 13.12.2006.
- [http://stud.uni-hannover.de/user/72614/sun\\_tzu.htm](http://stud.uni-hannover.de/user/72614/sun_tzu.htm): International Dynamic Ving Tshun Association: Sun Zi: Die Kunst des Krieges.
- <http://www.suchoi.net/news15.phtml>, dernière consultation sur Internet le 12.12.2006.
- [http://www.uni-ulm.de/uni/fak/zawiw/HA98/teilnb\\_24.html](http://www.uni-ulm.de/uni/fak/zawiw/HA98/teilnb_24.html): SCHWIEBERT, HORST: AG 24 Globalisierung – die Welt auf dem Weg ins 21. Jahrhundert.
- <http://www.whitehouse.gov/nsc/nss.html>, dernière consultation sur Internet le 15.12.2005.
- <http://www.100jia.net/index.htm>: EHRENWERTH, DIANA: 100 Schulen – klassische chinesische Philosophie neu erlebt.
- <http://www.100jia.net/schulen/konfuzianismus.htm>: EHRENWERTH, DIANA: Konfuzianismus (rujia).
- <http://www.100jia.net/schulen/legalismus.htm>: EHRENWERTH, DIANA: Legalismus (fajia).
- [http://www.worldbank.org.cn/English/Overview/overview\\_brief\\_snapshots.htm](http://www.worldbank.org.cn/English/Overview/overview_brief_snapshots.htm).: The Worldbank Group: Country Brief – People's Republic of China, nov. 2004.